



Congo Economie

LE JOURNAL D'UNICONGO & BUSINESS FINANCES

C2A Conseils Associés en Afrique Congo

Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal

Agrément CEMAC n° SCF 10

Partenaire **STC Partners**

Eric TASI NDJODO, *Directeur*

Olivier GOMAT, *Expert Associé*

327, avenue Marien Ngouabi
Imm. SCI LES COCOTIERS, 1^{er} étage
BP 4905 Pointe Noire
Tél : 00 (242) 06 953 97 97

Bureaux :
ABIDJAN - CONAKRY
DOUALA -
LIBREVILLE - PARIS

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

L'ESSENTIEL

LASER

L'huile de palme, indispensable



Sa demande explose parce que cette huile végétale se retrouve dans une foule de produits. Conséquence logique : l'offre peine à satisfaire la demande. C'est donc une formidable opportunité pour les pays africains qui relayent l'Asie et le Congo entend bien faire partie de son principal pool de producteurs !

Lire p. 11

RÉGION

Dolisie la coquette : la renaissance économique

La nouvelle route qui relie l'ancienne capitale de « l'or vert » à Pointe-Noire offre désormais une véritable opportunité de développement à Dolisie. Un nouvel aéroport, des infrastructures hospitalières et sportives rénovées, des entreprises créées et d'autres relancées... Dolisie pourrait devenir le prochain grand hub économique du pays.

Lire p. 38

PAYS

Ghana, le bon élève



Deuxième puissance économique de l'Afrique de l'Ouest, le Ghana affiche une croissance économique soutenue avec un PIB à plus 7% en 2012. Le pays bénéficie d'une industrie minière florissante, reposant essentiellement sur le pétrole et l'or, ainsi que d'une image très positive sur la scène internationale. Pour autant, pour intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire, le pays a encore des efforts à fournir.

Lire p. 40

AFRIQUE

Internet, un avenir radieux

Pour se développer, la Toile a besoin de haut débit. Grâce aux câbles sous-marins, le continent a désormais accès aux technologies les plus pointues. Les opérateurs du Net ne s'y trompent d'ailleurs pas car ils sont de plus en plus nombreux à investir en Afrique. Les réseaux sociaux y sont présents, tout comme de nombreuses entreprises qui misent sur le développement du e-commerce.

Lire p. 42

GRATUIT

Dossier

Pétrole

Une ressource d'exception

Le pétrole est l'un des principaux moteurs de la croissance du pays. Et les perspectives restent prometteuses, en raison notamment de la découverte récente de nouveaux gisements. Dans ce dossier, M. Elenga, président de la fédération Pétrole, fait le point sur la situation. Exploration, exploitation, raffinage, stockage, transport, distribution... les principaux décideurs du secteur ont aussi la parole.

Lire p. 19

CONSO

Ordinateurs portables : 5 voies pour faire son choix



Pour bien choisir votre ordinateur portable, il faut avant tout savoir à quoi vous le destinerez. Votre achat ne sera pas le même selon que vous vouliez l'utiliser pour remplacer votre téléviseur ou votre ordinateur de bureau, pour jouer aux jeux vidéo ou encore l'emporter lors de vos déplacements. Ainsi, une fois connu l'usage principal que vous en ferez, vous pourrez acquérir le matériel de vos rêves...

Lire p. 45

MÉDIAS

Jamais sans mon réseau !

Même s'ils ne sont connus que d'une minorité de consommateurs, les réseaux sociaux ne sont pas anecdotiques en Afrique. Pour preuve, l'Afrique du Sud a même "inventé" Mxit, le réseau social le plus populaire sur le continent avant Facebook ou Twitter. Leurs fonctions sont multiples : ils servent à se faire connaître auprès des employeurs, à se faire des amis, à faire circuler l'information, à alerter les populations en cas d'incidents... Et l'Afrique innove puisqu'elle accède le plus souvent à ces réseaux sociaux via... les téléphones mobiles, qui connaissent une croissance fulgurante !

Lire p. 44





twiga *The Place to be*
Hôtel, Bar, Restaurant, Pizzeria, Piscine, Gymnasium



- Le Twiga espace de villégiature convivial adapté aussi bien à la vie de famille qu'aux projets d'entreprises vous offre :
- Des chambres et juniors suites de prestige,
 - Un restaurant gastronomique Orchidée, la Brasserie Twiga, la Pizzeria Mama'mia
 - Le Moyitô, l'espace qui abrite une Piscine (aux normes olympiques)
 - Une salle de Sport avec vestiaire entièrement rénové
 - Salle de massage
 - Un surf café pour les amoureux de la glisse sur l'océan
 - Des boutiques et salon de coiffure
 - Chaque jour entre 12h et 14h dégustez notre menu du jour
 - Organisation divers événements



Hôtel Restaurant Pizzeria Bar Piscine BP 879 Tel : 06 658 47 47 / 06 657 49 49 / 05 7700762
Email : info@letwigahotel.com , twigahotelinfos@yahoo.fr.

EDITO

La parution de ce deuxième numéro de « Congo Economie » quatre mois après le lancement de notre journal est un signe du ferme engagement de l'Union et de tous ses partenaires à le faire vivre.

Le dossier de ce numéro est le pétrole : il est présenté sous tous les aspects, à savoir la prospection et l'exploration, la production et le raffinage, la distribution.

L'importance du secteur pétrolier dans l'économie congolaise, au regard de son poids dans les exportations (92%), de sa contribution au produit intérieur brut et au budget de l'Etat (près des deux tiers) et à son impact sur les autres secteurs économiques comme l'industrie parapétrolière, a déterminé notre choix d'en faire un dossier. Il en sera ainsi des prochains numéros qui consacreront à chaque fois un dossier à l'un des secteurs de poids de l'économie nationale.

Les mutations du paysage économique congolais, soutenues par les importants investissements publics en infrastructures avec, notamment, la reconquête de l'espace national par la route ainsi que l'émergence du secteur des mines – dont le potentiel fait déjà du Congo un pays minier – sont autant de facteurs qui suscitent le besoin d'une plus grande information sur l'économie congolaise de la part des différents acteurs de la vie économique et sociale du pays.

Notre Union, dont les membres opèrent dans les différents secteurs de l'économie congolaise, a l'ambition d'être un acteur majeur de l'information économique sur le Congo ; à cette fin, aucun effort ne sera ménagé.

En ce début d'année 2014, je ne saurais déroger à la tradition pour souhaiter, à tous les membres d'Unicongo et à nos partenaires, une bonne et heureuse année.

CHRISTIAN BARROS, PRÉSIDENT D'UNICONGO



Enfin de la nouveauté sur le marché Congolais!
Le nouveau SANTA FE, un bijou qui saura comment vous séduire.

TRACTAFRIC MOTORS Congo
www.tractafrictmc-congo.com

HYUNDAI NEW THINKING. NEW POSSIBILITIES.

Pointe noire: Avenue Marien Ngouabi - BP : 697 Pointe Noire. Tel : (+242) 06 655 40 30 Email: secreteriat@sho-congo.com

Brazzaville: Avenue Edith Lucie Bongo - BP : 113 Brazzaville. Tel : (+242) 06 979 93 30 Email: secreteriat-bzv@sho-congo.com

Sommaire



Actualités Unicongo

Quelles sont les missions d'Unicongo ? p. 4
Une assemblée générale sous le signe du dynamisme p. 5
Unicongo soutient Mercy Ships p. 5

Laser

Droit : le contrat de distribution exclusive p. 7
Téléphonie mobile : l'Afrique, continent précurseur ? p. 8
De la nécessité des changements structurels p. 10
L'huile de palme, indispensable p. 11
Assurances : le retour ? p. 12
Nouvelles technologies : une niche qui doit être soutenue p. 13

Evénements

Unicongo s'est aussi mobilisé pour... p. 15

Dossier : pétrole

Une véritable épopée p. 19
Entretien avec le président de la fédération Pétrole, M. Matrice Elenga p. 20
Entretien avec Eric Iwochewitsch, directeur des filiales Perenco p. 22
Entretien avec Babak Bagherzadeh, directeur général de Total E&P Congo p. 27
AOGC : un plan stratégique sur 5 ans pour s'affirmer p. 30
SNPC : devenir un acteur majeur du secteur pétrolier p. 32
Coraf : Le challenge de la quantité et la qualité des produits p. 33
Entretien avec le directeur général de SCLOG, M. Frederik De Vos p. 35
Entretien avec le directeur général de Total Congo, M. Alexis Thelemaque p. 36

Région

Dolisie la coquette : la renaissance économique p. 38

Pays

Ghana, le bon élève p. 40

Afrique

Internet : un avenir radieux p. 42

Médias

Jamais sans mon réseau p. 44

Conso

Ordinateurs portables : 5 voies pour faire son choix p. 45

CONGO ECONOMIE est une publication éditée par l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo. Site internet : unicongo.org

CONTACT BRAZZAVILLE : boîte postale 42. Tél. : (+242) 06 841 04 07
Mél : secreteriatbvz@unicongo.org

CONTACT POINTE-NOIRE : boîte postale 1713
Tél. : (+242) 06 629 59 06
Mél : secreteriatpnr@unicongo.org

Président : Christian Barros
Email : c.barros@codisco-congo.com

Directeur de la publication : Jean-Jacques Samba
Mél : jean-jacques.samba@unicongo.org
Crédit photos : CEco - Total - M&P - Wikicommons

Conseiller auprès de la rédaction : Jean-Pierre Pont

Secrétaire général de la rédaction : Didier Bras

Directeur artistique : Jean-Noël Dubois

Ont participé à ce numéro : Lasme Adou, Hamid Affalou, Rokia Bafembé, Laetitia Bagamboula, Daouda Coulibaly, Christian Elion, Jean-Philippe Kassi, Fanny Macagbey, Jean-Claude Mikala, Kimia Mombouli, Jean-Jacques Samba, Simon Silué, François Wandji.

PUBLICITÉ : France Europe Conseil
Jean-Marc Sand
Tél. : (+242) 06 663 13 90 / 06 935 55 55

L'UNION PATRONALE ET INTERPROFESSIONNELLE DU CONGO



Quelles sont les missions d'Unicongo ?

Depuis 1958, ce syndicat qui regroupe les acteurs majeurs du secteur économique formel du pays, œuvre pour aider au développement des entreprises. Le point sur les missions portées par cette union avec son vice-président, Alphonse Missengui.

Aujourd'hui, l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) est un syndicat patronal qui regroupe en son sein la majorité des employeurs du secteur formel du Congo. Les adhérents sont répartis dans douze fédérations professionnelles, dont les dernières-nées sont les télécoms NTIC et les mines solides, à l'image de l'évolution des secteurs de l'économie congolaise. Les adhérents de l'Union sont des entreprises privées de toutes tailles et de toutes formes juridiques, ayant approuvé les statuts et le règlement intérieur, et signé la charte d'éthique. Parmi ses membres, se côtoient aussi bien les entreprises appartenant à des grands groupes internationaux que les entreprises à capitaux locaux. Sa mission initiale est, bien entendu, de défendre les intérêts de ses membres dans l'exercice de leurs différentes activités professionnelles.

Un partenaire essentiel

Les dossiers dans lesquels l'intervention de l'Union est indispensable sont aussi divers que les administrations publiques dont les attributions touchent les différents secteurs économiques représentés par les fédérations professionnelles.

A la mission initiale de défense des intérêts des membres se sont greffées progressivement d'autres missions, liées essentiellement à l'évolution de l'environnement politique, économique et social du secteur privé au Congo, marquée par un libéralisme accru au début des années 90. Ces missions portent sur l'information, la représentation, le conseil, et la réalisation d'études ou d'analyses. L'information est l'un des besoins permanents et quotidiens de l'entreprise moderne, aujourd'hui confrontée à des mutations rapides de son environnement, national, régional et international, particulièrement marqué par la mondialisation. L'Union utilise les moyens les plus appropriés pour une communication efficace, grâce aux nouvelles technologies de l'information. Le journal *Congo Economie*, édité par Unicongo depuis août 2013, et gra-



tuement distribué, s'inscrit dans le droit chemin de la volonté de l'Union à mieux informer ses membres, les investisseurs potentiels et tous les partenaires de l'économie congolaise, ses potentialités et ses perspectives. La représentation du secteur privé est assurée par l'Union auprès des administrations publiques, des organismes d'appui au développement, des juridictions du travail et du commerce et des différentes institutions. Cette représentation est d'autant plus importante que le secteur privé est de plus en plus sollicité dans différentes sphères, dans le cadre du dialogue avec les pouvoirs publics et les organismes d'appui au développement, sans oublier d'autres aspects tels que la fiscalité, le travail et l'emploi, l'environnement, la lutte contre le VIH sida, bref, tous les sujets couverts par la responsabilité sociale de l'entreprise.

Un dialogue public-privé fructueux

Au niveau africain, l'Union est représentée au Business Africa, organisation qui a succédé à la Confédération panafricaine des employeurs (CPE), et au niveau international, elle siège à l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Au plan régional, l'Union est membre de l'Organisation des patronats d'Afrique centrale (Opac), une organisation placée sous le par-

ainage de la communauté économique des Etats d'Afrique centrale.

Dans le domaine juridique et administratif, l'Union joue le rôle de premier conseil pour ses adhérents, notamment en matière de réglementation et de législation dans l'ensemble des domaines de la vie de l'entreprise. Ce rôle est essentiel en particulier dans le contexte du Congo qui se caractérise par un enchevêtrement de réglementations de toutes natures appliquées au secteur privé. Ces textes sont produits par l'Etat et ses administrations, mais également par les communautés économiques régionales. L'Union anime par ailleurs des échanges sur les préoccupations communes des membres des différentes fédérations. C'est dans un cadre propice que ces échanges contribuent à conforter l'esprit de solidarité entre entreprises appartenant à la même organisation et partageant les mêmes objectifs. Pour ce faire, l'Union est à l'écoute permanente de ses membres afin de cerner et d'identifier leurs problèmes et préoccupations, ce qui lui permet de définir un certain nombre de solutions dans les échanges intra ou interfédérations.

Toujours à l'écoute de ses membres et des pouvoirs publics, l'Union participe au cadre institutionnel mis en place et est de ce fait engagée dans le dialogue public-privé ; son bon fonctionnement devrait contribuer à une amélioration significative du climat des affaires au Congo notamment avec la mise en œuvre des diverses réformes en cours ou à venir.

Depuis l'engagement du Congo dans la voie du libéralisme économique, le rôle de principal créateur de richesses et d'emplois reconnu au secteur privé fait d'Unicongo un acteur majeur du développement économique et social et un partenaire incontournable des pouvoirs publics. Son efficacité dépend de sa force de propositions, de ses capacités à mener des études et analyses sur des sujets intéressants les adhérents et, d'une manière générale, le secteur privé et l'économie. Sans vouloir s'ingérer dans l'exercice des missions régaliennes de l'Etat, Unicongo tient à jouer pleinement son rôle de représentant du secteur privé congolais et de partenaire des pouvoirs publics, dans la définition et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales et pour un développement harmonieux dans l'intérêt de toutes les parties.

ALPHONSE MISSENGUI



Laico Hotels
LEDGER
PLAZA MAYA MAYA *****
Brazzaville - Congo

Tél. : +242 05 666 95 95 / 06 948 35 48 - E-mail : reservations@ledgerplaza-mayamaya.com - www.ledgerhotels.com - www.laicohotels.com

Une assemblée générale placée sous le signe du dynamisme

C'était le 15 novembre dernier, à l'hôtel le Gilbert's Azur de Pointe-Noire : Unicongo y a tenu sa première assemblée générale après l'entrée en vigueur des nouveaux statuts modifiés en novembre 2012. Comme toute assemblée générale, elle a débuté par le rapport moral présenté par le président de l'Union, Christian Barros. Ce dernier a présenté le bilan des réalisations de sa première année de mandat (un mandat qui durera trois années).



Une mise en place progressive

Les nouvelles instances statutaires, les fédérations, le comité des fédérations, les commissions thématiques et le conseil d'administration ont été mis en place et fonctionnent normalement, à l'exception de certaines fédérations et commissions thématiques qui souffrent de l'immobilisme des personnes qui en ont la responsabilité.

Le nouveau plan de communication est quant à lui progressivement mis en place avec comme point focal le journal « Congo Economie » qui en est à son deuxième numéro de parution.

La réorganisation du système informatique et de l'internet, couplée à celle du secrétariat général, est en cours pour plus de cohérence et d'efficacité entre les deux sites de l'Union, à savoir Brazzaville et Pointe-Noire.

Face aux exigences de performances de la nouvelle organisation de l'Union, les ressources humaines ont été renforcées

au secrétariat général, notamment avec le recrutement d'une responsable administrative et financière, d'une chargée des adhérents à Pointe-Noire, et d'une informaticienne. Le recours à l'appui externe d'un cabinet comptable et d'un prestataire en informatique a permis d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés dans ces domaines. Cette assistance se poursuivra en 2014 pour consolider les acquis et apporter les améliorations complémentaires nécessaires.

Une réussite certaine

Pour renforcer sa visibilité, l'Union s'est impliquée dans les différents comités et commissions auprès des ministères ainsi que dans les conseils d'administration. Monsieur Christian Barros en a profité pour réaffirmer l'importance de la présence d'Unicongo en

tant qu'organisation patronale représentative du secteur privé congolais.

Du rapport d'activité des fédérations, il est ressorti une évolution positive de tous les secteurs économiques au cours de l'année 2012 avec de bonnes perspectives également pour l'année 2013. Sur le plan financier, l'Union jouit de l'équilibre de ses comptes grâce aux excédents des exercices précédents qui lui ont permis de soutenir son programme d'investissements. En vue d'assurer l'équilibre du budget en 2014, la poursuite de ce programme d'investissement nécessitera toutefois une augmentation des cotisations statutaires, inchangées depuis cinq ans et ce en dépit du fort accroissement du chiffre d'affaires des adhérents.

Par ailleurs, une vingtaine de nouveaux adhérents ont été enregistrés au cours de l'année 2012.

L'Union soutient Mercy Ships



Unicongo a organisé un cocktail d'inauguration le 29 novembre sur le navire « Africa Mercy ». Cela a été l'occasion de permettre à ses adhérents et invité d'honneur, le consul de France, de faire une visite du navire. L'ONG Mercy Ships est présente aujourd'hui au Congo pour une durée de deux ans. Elle a été créée par un couple américain – Don et Deyon Stephens – en Suisse, en 1978. Son navire, amarré au Port autonome de Pointe-Noire depuis le 9 août dernier sous l'invitation de Son

Excellence le Président de la République, est le plus grand hôpital flottant au monde.

Fort d'un équipage de plus de 400 bénévoles qui viennent du monde entier, ce navire se rend dans les pays les plus pauvres pour y offrir ses services gratuitement sans distinction de races, de genres ou de religions. On y prodigue des soins divers comme des soins de premiers secours, des consultations et examens médicaux (radio, scanner, IRM) et on y délivre également des traitements. Concernant les opérations chirurgicales, elles sont multiples et variées : tumeurs, becs de lièvre, cataractes, opérations dentaires, pieds bots et autres déformations orthopédiques, fistules, opérations obstétricales, etc. Elles sont suivies, si nécessaire, de séances de rééducation.

Par ailleurs, en collaboration avec les structures locales, dont la Fondation Felbo, Mercy Ships participe également à la formation du corps médical local pour mieux répondre aux besoins des plus démunis, à court et à long terme. Au 12 décembre 2013, 9 160 malades ont été soignés sur le navire. Nous vous invitons à suivre cette évolution en temps réel sur leur site internet grâce à un compteur numérique.

www.mercyships.fr/presentation/mercy-ships-international/historique.html

KA'TIA MBERI NSANA



South African Airways, votée pour la onzième fois consécutive meilleure compagnie aérienne d'Afrique en termes de service et de qualité (SKYTRAX AWARDS 2013), dessert les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire selon le programme ci-après (en heure locale) :

Brazzaville – Johannesburg
(Mercredi et Samedi)

Johannesburg 09h15 – Brazzaville 12h15
Brazzaville 13h05 – Johannesburg 18h10

Johannesburg - Pointe-Noire – Cotonou

Jeu et Dimanche
Johannesburg 10h15 – Pointe-Noire 13h30
Pointe-Noire 14h20 – Cotonou 17h00

Vendredi et Lundi
Cotonou 09h55 – Pointe-Noire 12h30
Pointe-Noire 13h30 – Johannesburg 18h45



Service et Assistance



Qualité et Confort

Notre réseau (+ de 900 destinations)

Avec South African Airways, visitez l'Afrique du sud (nation arc-en-ciel) et connectez-vous à un réseau de plus de 900 destinations au travers le monde, dont les principales au départ du Congo sont : Washington, New-York, Sao-Paulo, Buenos-Aires, Iles-Maurice, Perth, Sidney, Pékin, Dubaï, Mumbai, etc.

Laissez-nous vous y emmener !!!



Inscrivez-vous à notre programme de fidélité « Voyager » afin de cumuler des Miles et de bénéficier d'avantages distinctifs et des offres spéciales.

Pour toute information ou réservation et billet visitez www.flysaa.com ou contactez votre agence de voyage.

Service clientèle :
06 650 9192 ou 06 943 5190

E-mail :
medhyboloko@flysaa.com

**Meilleurs vœux
et joyeuses fêtes**

OLYMPIC PALACE

Séjour, Charme et Gastronomie

54 CHAMBRES LUXES • 3 SUITES PRESTIGES • 1 SUITE EXECUTIVE



- Chambres spacieuses, vue sur piscine, internet wifi, coffre fort, mini bar, ...
- Salle de réunion
- Détente, piscine dans un cadre de verdure unique
- Restaurant "Le Missalas", cuisine gastronomique européenne et raffinée congolaise
- Restaurant "L'Oriental", cuisine spécialités marocaines et libanaises
- Garden Grill snacking, au bord de la piscine
- Fêtez vos événements privés
- Fitness d'exception avec espace de musculation, saunas, jacuzzis ainsi que deux salles de massages thaïlandais
- Galerie de boutiques



Brazzaville : Tel : 242.22.281.12.49 / 242.05.730.16.16
15 avenue de l'amitié - BP 1050 - Brazzaville - CONGO
E-mail : contact@olympic-palace-hotel.net
Site Web : www.olympic-palace-hotel.net

DROIT

Le contrat de distribution exclusive

Zoom sur ce contrat qui lie un fournisseur et un revendeur et décryptage de ce qui caractérise sa notion d'exclusivité. Ceci grâce à l'éclairage de notre expert en droit.

Pour booster la vente de leurs produits, notamment sur de nouveaux marchés, les entreprises ont recours à des intermédiaires de toutes sortes. La connaissance du marché local et une bonne réputation auprès des acheteurs locaux constituent des atouts que ne possède pas toujours l'entreprise désireuse de se lancer sur un nouveau marché. Recourir à des intermédiaires disposant de telles qualités représente une économie substantielle de coûts dans la tentative de pénétration de ces marchés.

Une fois ces intermédiaires identifiés, l'entreprise devra définir la nature de collaboration devant la lier à ces intermédiaires. L'entreprise dispose de plusieurs options : l'agence commerciale, la distribution ou la franchise.

Pour une entreprise entrant dans un nouveau marché, une des techniques de collaboration appropriées serait le recours à un contrat de distribution exclusive qui se définit comme « la convention par laquelle un fabricant, constructeur ou producteur appelé "fournisseur" s'engage à approvisionner un revendeur indépendant appelé "distributeur exclusif" qui disposera seul du droit de vendre ses produits sur un territoire donné ».

Validité

Le contrat de distribution exclusive n'est pas soumis à une réglementation particulière. Il obéit, pour l'essentiel, au droit commun des contrats, au droit de la concurrence ainsi qu'aux règles dégagées par la jurisprudence. Sa forme et son contenu sont librement fixés par les parties. Le plus souvent, presque toutes les clauses sont préalablement rédigées par le fournisseur et imposées au distributeur. La clause d'exclusivité doit être stipulée expressément pour pouvoir être invoquée devant les tribunaux. Outre cette condition, la stipulation doit être déterminée ou déterminable quant à son territoire et quant à sa durée d'application. Enfin, la clause ne doit pas porter atteinte aux règles du droit de la concurrence, notamment celles relatives aux ententes anticoncurrentielles.

Intérêt et obligations

L'objectif du fournisseur, lorsqu'il accorde l'exclusivité, est normalement d'inciter le distributeur à promouvoir son produit et à offrir un meilleur service aux clients. En effet, sans exclusivité, le distributeur ne sera pas enclin à investir ses ressources et son temps dans le développement de la réputation d'un

produit dont les retombées pourraient profiter à d'autres revendeurs sans investissements de leur part.

L'octroi de l'exclusivité cependant emporte des obligations de performance à la charge du distributeur avec la fixation de quotas de ventes à réaliser. Il conviendra au distributeur de s'appuyer sur sa connaissance du marché local et de négocier au moment de la conclusion du contrat des objectifs de vente raisonnables.

Le contrat prévoit généralement des sanctions contractuelles au non-respect par le distributeur de son obligation de performance après l'écoulement d'un délai. Il s'agit de la diminution du territoire pour lequel l'exclusivité a été conférée ou de la fin pure et simple du caractère exclusif de la distribution dans le territoire confié.

Le distributeur doit par ailleurs :

- payer le prix de la marchandise qu'il compte distribuer,
- respecter l'exclusivité territoriale des autres distributeurs,
- remplir, s'il y a lieu, son obligation d'achat exclusif,
- assurer divers services à la clientèle,
- informer le fournisseur de l'état du marché, des réactions de la clientèle, etc.

Quant au fournisseur, il est tenu de

respecter les obligations suivantes :

- s'abstenir de procéder à des ventes directes dans la zone exclusive accordée au distributeur,
- respecter les quotas de livraison auxquels il s'est engagé,
- garantir les vices cachés des produits qu'il fournit,
- garantir l'exclusivité de la marque, de l'enseigne, etc., dans le secteur géographique consenti au distributeur.

Violations de l'exclusivité

La violation par l'une des parties de la clause d'exclusivité donne droit à l'autre partie à des dommages et intérêts et à la possibilité de résilier le contrat de distribution.

Fin du contrat de distribution exclusive

Le contrat de distribution exclusive prend fin à son terme sans indemnité ni droit à renouvellement. Il appartient en conséquence au distributeur exclusif de négocier une durée de contrat assez longue pour lui permettre de faire fructifier l'investissement consenti dans le positionnement des produits du fournisseur sur le marché.

Si le contrat a été conclu pour une durée indéterminée, chacune des parties peut y mettre fin à tout moment, sous réserve de respecter un préavis contractuel ou d'usage. Dans le cas contraire, la rupture pourrait être considérée abusive et la partie fautive s'exposerait à une condamnation et au paiement de dommages et intérêts à la partie victime.

SIMON SILUÉ

BOUCHERIE - CHARCUTERIE - TRAITEUR
 SERVICE TRAITEUR À DOMICILE
 CHARCUTERIE & SAUCISSERIE MAISON

BAR - RESTAURANT
 MENU DU JOUR À PARTIR DE 8.500 F
 MARIAGE - RÉCEPTION - SÉMINAIRE - COCKTAIL

LE CERCLE

Boulevard de Loango
 BP : 5386 Pointe-Noire

Tél : 05.520.31.02
 05.557.99.98

Email :
 lecercle@yattoo.com

TÉLÉPHONIE MOBILE

L'Afrique, continent précurseur ?

Dans un contexte de faible taux de bancarisation, particulièrement en Afrique subsaharienne, les offres de téléphonie ont dépassé le cadre strict des appels pour proposer des services qui se présentent comme des alternatives au circuit financier habituel. Régler ses dépenses avec son téléphone ? Ce qui semble naturel en Afrique est loin de l'être dans les pays industrialisés...

En matière de technologie, il est un bien de consommation que l'on trouve en plus grand nombre en Afrique qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Le téléphone mobile, car c'est bien de lui qu'il s'agit, dépasse les 650 millions d'unités en circulation sur le continent. Mais passé le moment d'étonnement face à cette information – qui défie nos représentations d'un monde industrialisé donc forcément équipé sur le plan technologique, face à

d'autres parties de la planète perpétuellement perçues « en voie de... » –, la réflexion vient cependant tempérer la surprise. Tout d'abord parce que la population de l'Afrique a largement dépassé le milliard d'habitants quand celle de l'Europe oscille autour de 740 millions, et celle des Etats-Unis de 315 millions*. D'autre part, ce recours à la téléphonie mobile existe aussi par défaut, permettant de s'affranchir du déficit de lignes fixes



en raison de leurs coûts et de leurs difficultés d'installation. Et enfin parce la quantité ne dit rien de l'impact technologique, sachant que bon nombre d'appareils jugés dépassés d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique Nord finissent leur vie sur le continent africain.

Safaricom, le pionnier

Pour autant, l'omniprésence du téléphone mobile en Afrique mérite que l'on s'y arrête, notamment pour l'aspect précurseur de son utilisation vis-à-vis du reste de la planète. Et sans pour cela disposer d'un téléphone estampillé « dernier cri ». L'exemple le plus probant concerne le *mobile banking*, c'est-à-dire l'ensemble des fonctions qui permettent d'avoir accès à des services bancaires *via* son téléphone portable. Cette innovation est née au milieu des années 2000. Le pionnier en Afrique a été l'opérateur kenyan Safaricom qui, *via* son service M-Pesa créé en 2007, a permis aux usagers de déposer, retirer ou transférer de l'argent grâce à leur téléphone mobile sans avoir besoin d'ouvrir un compte bancaire. Car le système doit aussi sa notoriété à sa simplicité. Un abonné (dont l'adhésion au service est gratuite) se rend auprès d'un agent agréé M-Pesa (30 000 sont présents sur tout le territoire kenyan) avec la somme en espèces et le numéro de téléphone de son destinataire. Contre un peu plus d'un dollar, l'agent met en place son compte virtuel, configuré directement sur sa carte SIM, qu'il crédite avec l'argent déposé précédemment. L'expéditeur n'a plus qu'à transférer ce montant par SMS à son destinataire.

A l'usage, le succès de M-Pesa a dépassé les attentes de ses concepteurs. Aujourd'hui, un Kenyan sur trois utilise ce service pour ses

dépenses quotidiennes, aussi bien pour ses achats chez un commerçant que pour payer un taxi ou régler des factures. Une réussite qui repose sur la multiplicité d'avantages que revêt ce système, avec notamment la possibilité de consulter et gérer son budget en permanence sur son téléphone mobile, l'absence de frais de gestion de compte, et surtout des coûts de transaction plus faibles : à titre d'exemple, pour 500 dollars envoyés, M-Pesa prélève 6 dollars, contre 17 euros en moyenne pour d'autres sociétés spécialisées dans les transferts de fonds. Au Kenya, le développement des transferts d'argent *via* la téléphonie mobile a eu un impact important sur le développement du pays, permettant à des populations ne possédant pas de compte bancaire d'avoir accès à des systèmes bancaires alternatifs.

Tous les grands groupes de téléphonie à la rescousse

Toutefois, la réussite de M-Pesa a suscité au Kenya n'est pas forcément transposable partout. En effet, son succès suppose un maillage du territoire très dense, nécessaire pour constituer un réseau de distribution capable de démocratiser le système. Par ailleurs, il repose aussi sur le partenariat entre les opérateurs de téléphonie et les banques. Car si ces dernières sont satisfaites de se rapprocher d'une population faiblement bancarisée, elles doivent pouvoir s'entendre avec les opérateurs sur le coût des opérations financières. Et même s'il a considérablement essaimé, M-Pesa a reçu un accueil plus mitigé dans les pays où il s'est exporté, notamment au Niger, en Afrique du Sud, à Madagascar, en Egypte, et même en Inde et en Afghanistan. En revanche, la Tanzanie

– où le système a été mis en place avec l'opérateur de téléphonie Vodafone – semble avoir plébiscité cette solution après des débuts difficiles.

Une chose est sûre, l'initiative de Safaricom a fait des émules. Aujourd'hui, tous les grands opérateurs de téléphonie proposent des solutions de *mobile banking*. En Côte d'Ivoire comme au Cameroun, la bataille fait rage dans ce domaine entre le sud-africain MTN et le français Orange. En Egypte, l'opérateur local, Mobinil, tente de défendre ses parts de marché face au géant britannique Vodafone. Au Togo, c'est le groupe émirati de télécommunications Etisalat, propriétaire de la marque Moov, qui vient de lancer son service de *mobile banking*, quand au Congo MTN et Airtel sont au coude à coude sur ce segment de marché... Aux quatre coins du continent, les opérateurs de téléphonie mobile sont à l'affût.

Les banques veulent reprendre le dessus

Quant aux banques, lassées d'être à la remorque, ou simplement dissociées de ce système, elles cherchent à développer des offres qui leur sont propres. Il faut dire que l'enjeu est de taille. Une récente étude du groupe Ecobank souligne le potentiel considérable des revenus inhérents au *mobile banking* en Afrique subsaharienne. Les experts de la banque panafricaine estiment en effet qu'il pourrait atteindre 3,53 milliards de dollars en 2017, contre 657 millions actuellement. Une donnée qui a valeur de confirmation pour Ecobank qui avait déjà signé, en 2011, un accord avec l'opérateur téléphonique indien Bharti Airtel pour développer une offre de *mobile banking* dans quatorze pays africains. Préalablement les deux partenaires avaient lancé Ecobank Mobile Banking au Ghana en octobre 2010, dans les pas du groupe français Société générale qui venait d'initier le service Yoban'Tel au Sénégal, *via* sa filiale SGBS. Pour ces banques, il s'agit là d'un bon moyen de

répondre à une réelle demande sur un modèle qui a fait ses preuves, mais aussi de l'opportunité de se rapprocher d'une possible clientèle pour la banque.

Au Nigeria, on ne compte pas moins de sept banques dépositaires de licences de services bancaires et de paiements sur mobile, avec une particularité locale : la Banque centrale régle le système. En 2012, elle a initié le « Cash-Less projet Lagos », démarche visant à introduire une limite quotidienne de retrait en espèces, chaque retrait au-dessus de ce seuil étant soumis à des frais. Ayant rendu de plus en plus difficile l'obtention des liquidités en banque pour effectuer des paiements pour les consommateurs, cela a gonflé l'option pour les transactions sans numéraire. Au Maroc, la Banque Populaire a développé son offre de *mobile banking* : Pocket Bank, alors que la BMCE Bank a, de son côté, élargi son offre (Lilkoul) au transfert d'argent.

En résumé, ce développement de la gestion de son argent, aussi minimes soient les sommes, est venu introduire une nouvelle donne qui a bousculé les certitudes des banques, mais aussi des institutions spécialisées dans les transferts de fonds (Western Union, MoneyGram, etc.). Avec comme conséquence un jeu de la concurrence qui profite à l'usager africain au regard des frais moins élevés sur ses transactions financières, mais aussi une vraie réflexion de fond pour les usagers des pays industrialisés, qui accusent un retard certain vis-à-vis de cette pratique. Aussi vrai que le soleil se lève à l'est, va-t-il falloir s'habituer à ce que l'innovation vienne aussi du Sud ?

* Estimations 2012, « World Fact Book ».

HAMID AFFALOU

Quelle place pour le mobile banking dans le reste du monde ?

Le succès de M-Pesa au Kenya est significatif puisqu'on considère qu'il représente à lui seul 69% des transactions de *mobile banking* dans le monde ! Le système s'appuie sur plus de 15 millions de clients actifs et est utilisé par 72% des Kenyans à faibles revenus, 75% d'entre eux étant non bancarisés. Dans le reste du monde, le *mobile banking* connaît aussi un développement croissant, mais ses utilisateurs l'utilisent principalement pour consulter leur compte bancaire ou effectuer des virements de compte à compte. Ce système comme substitut de la monnaie est encore extrêmement rare. Aux Etats-Unis, entre 2011 et 2013, l'utilisation mobile des services bancaires a doublé, passant de 18% à 35% alors que l'utilisation en ligne est en stagnation depuis 2010. 32% d'entre eux utilisent des applications mobiles pour gérer leur activité bancaire. Sans surprise, ce sont les jeunes et les populations les plus aisées, souvent dotées de smartphones, qui sont les plus enclins à utiliser ce biais pour gérer leur budget. 67% des 18-29 ans utilisent des services en ligne et 54% des applications mobiles contre seulement 14% des seniors. En Europe, selon une étude récente réalisée par Forrester Research*, 20% des internautes européens utilisent le *mobile banking*. Les alertes SMS demeurent la forme de communication la plus largement utilisée mais le nombre d'applications dédiées est en constante augmentation.

* Entreprise indépendante qui fournit à ses clients des études de marché sur l'impact des technologies dans le monde des affaires.

H. A.

AIR FRANCE VOUS SOUHAITE UNE BELLE ANNÉE 2014
Air France wishes you a very happy 2014.

AIRFRANCE
LES CIEUX

Big Apple

ESPACES PUBLICITAIRES
À LOUER
DANS LA VILLE DE
POINTE NOIRE



Nous
donnons vie
au fruit de votre
imagination !



SOFIA SERVICES
Tél. : (+242) 05 358 34 30
(+242) 06 643 10 78
sofia-services@outlook.fr

RAPPORT

De la nécessité des changements structurels

Publié chaque année, le « Rapport sur les perspectives économiques en Afrique » (PEA) apporte un éclairage pertinent sur les enjeux auquel le continent devra faire face dans un avenir proche. La dernière édition en date a choisi de mettre en parallèle la nécessité d'une meilleure exploitation des ressources naturelles et les impératifs d'évolution structurelle pour assurer une croissance inclusive, à la fois durable et soutenue.

Lorsque les experts économiques de la Banque africaine de développement (BAD), du Centre de développement de l'OCDE, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (ONU-CEA) et du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) mettent leurs compétences en commun, on est en droit d'attendre une vision à la fois détaillée et globale des problématiques continentales. L'édition 2013 n'a pas dérogé à la règle, qui s'attache à questionner la place

des ressources naturelles* dans les économies africaines et leurs possibilités d'optimisation. Tout le monde a en tête le schéma, pourtant non inscrit dans le marbre, d'un continent aux richesses naturelles foisonnantes livrées à l'appétit féroce d'exploitants qui seraient *ad vitam aeternam* les vrais bénéficiaires d'un marché de dupes. Pourtant, une analyse des potentialités dont recèle le continent montre bien qu'il n'y a rien d'inéluctable dans les tendances qui prévalent actuellement.

Mener la bataille pour l'éducation
Le mérite du travail des spécialistes de ces institutions internationales est de dépasser le seuil du simple constat pour décliner des pistes d'évolution concrètes. Au rang des observations, les auteurs pointent des carences toujours importantes sur le plan socio-économique, avec en particulier une réelle difficulté à offrir aux jeunes Africains des opportunités économiques et sociales à la mesure du dynamisme démographique du continent. Mais comment créer ces nouveaux emplois et pour qui ? Cette dernière question renvoie à un préalable : l'investissement indispensable des Etats dans l'éducation de masse pour former les compétences qui occuperont ces emplois de demain. D'autre part, un comparatif avec les pays émergents souligne que le recul de la pauvreté dans des pays comme le Brésil, la Chine ou l'Inde tient bien aux changements structurels – c'est-à-dire les processus de réorientation de l'activité économique des secteurs les moins productifs vers d'autres, plus productifs – qu'ils ont consentis. Or, une étude récente (2012) de la Fondation Mo Ibrahim montre que l'accumulation du capital humain – mesurée selon le taux d'achèvement des études primaires – est un facteur positif de transformation structurelle. La boucle serait-elle bouclée ? Non, trop simple, d'autant que la situation diffère assez selon les pays et que d'autres facteurs interviennent, comme la qualité de la gouvernance, dont l'importance est déterminante dans ce processus de transformation structurelle.

Vers quels modèles ?

Mais puisqu'il s'agit de mutation économique, encore faut-il savoir à partir de quelle réalité on parle. Une des caractéristiques du continent est la part de son secteur primaire dans l'emploi par rapport au reste de la planète et le poids de ses ressources naturelles qui, selon le rapport, ont contribué à hauteur d'environ 35% à la croissance de cette région depuis 2000. Sur le plan du commerce extérieur, les matières premières et produits semi-transformés ont constitué environ 80% des exportations de l'Afrique en 2011, quand ils se situaient à hauteur de 60% au Brésil, 40% en Inde, et 14% en Chine, pour rester dans le comparatif avec les économies émergentes. La hausse des cours et la demande de ces pays émergents en matières premières (même si celle-ci a connu récemment un infléchissement ponctuel en Chine) créent un contexte favorable pour l'Afrique. Pour autant, le rapport expose plusieurs scénarios. S'agit-il de tout miser sur le développement des industries de transformation pour avoir la main sur la valeur ajoutée de ces ressources naturelles ? Ou diversifier ses modèles économiques, à l'instar de l'Inde et de sa réussite dans l'explosion des services ; ou encore se substituer à la Chine en pro-

posant des coûts de main-d'œuvre inférieurs à ceux de l'empire du Milieu qui est inéluctablement obligé de relever les siens. Des décisions de fond qui supposent des investissements importants car on ne s'improvise pas plateforme mondiale de l'informatique comme en Inde, ou usine de la planète comme en Chine. D'autant que les ressources naturelles dont dispose l'Afrique lui confèrent un avantage qu'il serait insensé de ne pas valoriser.

Des ressources prometteuses

Mais la solution ne peut être uniforme. Si tous les pays du continent produisent des matières premières agricoles, quarante-quatre d'entre eux produisent des métaux ou des minéraux, avec toutefois quatre pays (RDC, Ghana, Afrique du Sud et Zambie) qui concentraient 70% de la production minière en 2009. Au niveau des hydrocarbures, en 2010, ce sont aussi quatre nations (Algérie, Angola, Libye et Nigeria) qui totalisaient 77% de la production de pétrole et 87% des réserves africaines estimées. Notons toutefois que dix-neuf pays africains produisent des volumes importants et que le secteur pétrolier africain s'est étoffé récemment de nouveaux pays producteurs tels que le Tchad, la Mauritanie et le Ghana. Par ailleurs, à la faveur de récentes découvertes, l'extension des réserves avérées et l'augmentation de la production de ressources en Afrique devraient s'accélérer. Des gisements importants de pétrole et de gaz ont été révélés dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, de l'Ouganda au Mozambique. Le gaz découvert au large de la côte orientale de l'Afrique, dans les eaux territoriales de la Tanzanie et du Mozambique en particulier, représente des volumes très importants. Quant au secteur des services sur le continent, il se compose majoritairement d'activités informelles, dans les services à la personne et le commerce notamment. Même si ces activités contribuent à la création d'emplois, les gains de productivité qu'ils recèlent sont plus modestes, en dépit du potentiel intéressant de la grande distribution ou du tourisme. C'est un fait, avec des prix des matières premières qui vont probablement se maintenir à un niveau assez élevé et une augmentation importante de la production au cours des prochaines années, l'Afrique peut compter sur une conjoncture favorable dans l'optique du développement et de l'exploitation de ses ressources naturelles. Reste à transformer l'essai pour mettre en place des structures économiques susceptibles de créer des emplois et de générer des revenus pour le plus grand nombre.

* Dans le cadre de cette étude, les ressources naturelles concernent les produits agricoles de base, les minerais et métaux, ainsi que les hydrocarbures.

HAMID AFFALOU

AGRO-INDUSTRIE

L'huile de palme, indispensable

L'huile de palme est partout : alors, le monde en redemande. Profitant de cette demande en forte croissance, le Congo renoue avec cette filière un temps délaissée. Et accueille des entreprises parties prenantes de ce renouveau.

L'huile de palme est désormais une star au rayon des huiles végétales. Elle est même devenue incontournable dans nos produits de consommation courante. On en trouve aussi bien dans l'alimentation (chips, margarine, pizzas...) que dans des produits ménagers ou de soins (lessives ou shampoings). Désormais, on en redemande même pour une raison supplémentaire : les agrocarburants. L'offre ne parvenant pas à satisfaire la demande, les investisseurs prospectent l'ensemble des pays du bassin du Congo pour y acheter des terres et les planter, et du même coup offrir à ces territoires un développement économique spécifique grâce à l'apport de capitaux, d'infrastructures et d'emplois.

Une longue histoire

Le palmier a été cultivé durant plus d'un siècle sur de vastes portions du pays. Les palmeraies naturelles abondaient dans la Likouala, le long de l'Alima, de Sainte-Radegonde à N'ounda sur le Congo. La lente industrialisation des procédés de fabrication, la difficulté à planter des palmeraies ont limité l'activité de cette filière jusqu'à ce que d'importants complexes agro-industriels ferment leurs portes, il y a une vingtaine d'années. Mais on assiste depuis peu à un regain d'intérêt pour la culture du palmier à huile. L'Indonésie et la Malaisie n'auront bientôt plus de terres libres à consacrer à cette culture. L'Afrique peut donc profiter de

cette hausse constante de la demande mondiale, bien qu'elle soit encore un producteur marginal – sur les 45 millions de tonnes d'huile produites par an dans le monde. Bien positionnées pour répondre à la demande, de nombreuses sociétés se sont fait connaître depuis plusieurs années dans le paysage économique congolais. Récemment, la société malaisienne Atama Plantation Sarl a même commencé à planter ce qui sera à terme une plantation de quelque 180 000 hectares de palmiers qui serviront à fournir le pays en huile végétale ; la conséquence directe sera une baisse des importations de ce type de produit et une baisse à l'achat des huiles. Les 720 000 tonnes d'huile espérées seront le fruit du travail de 20 000 personnes, si l'on en croit la société Atama, et se vendront sur le marché local ainsi qu'à l'export.

Les agrocarburants, une manne

L'huile de palme ne sert pas uniquement à la consommation alimentaire. Le rendement exceptionnel de cette culture intéresse particulièrement la filière des agrocarburants qui doit répondre à une demande croissante de l'Europe. Ainsi, l'italien Eni, premier producteur de pétrole sur le continent, a prévu d'investir 270 millions sur leurs 72 000 hectares de plantations de palmiers destinées à la production d'agrocarburants. En outre, le 23 février 2013 un protocole d'accord, visant l'implantation d'une usine de transformation de l'huile de palme en biocarburant

dans les départements de la Cuvette et la Cuvette-Ouest, était quant à lui signé entre le gouvernement et la société BioCongo Global Trading (leader de la production et de la commercialisation du palmier à huile). Cette société disposera d'une concession d'une superficie de 60 000 hectares et pourra y exploiter une palmeraie et une usine de production d'huile de palme et de biocarburant. Ce vaste projet qui encourage le développement de l'agriculture industrielle devrait aussi employer plus de 22 000 personnes. Enfin, il y a quelques mois, la société Fri El Green échouait à reprendre l'activité de l'ex-Sanga Palm. Eco-Oil Energie SA a repris le flambeau du projet de Mokéko, dans le département de la Sangha. L'entreprise s'est engagée à planter et à transformer le palmier à huile, à mettre en place de nouvelles chaînes de production, à commercialiser les produits finis et semi-finis de ces plantations, à développer les énergies renouvelables... Tout un programme !

KIMIA MOMBOLI



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION LABORATOIRE NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE (LNSP)



Issu de l'Institut Pasteur de Brazzaville, le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) est créé par Ordonnance n° 9/69 du 28 mars 1969 à la suite de la convention provisoire du 30 septembre 1968 passée entre l'Institut Pasteur de Paris et le Gouvernement du Congo.



Les Missions : le LNSP est chargé des recherches biologiques médicales et d'applications pratiques.



Il effectue toutes études, recherches et analyses relevant de sa compétence et intéressant surtout la défense de la santé publique.



Il assure les vaccinations internationales et la délivrance des certificats internationaux de vaccination.



Adresse : Avenue du Général de Gaulle - B.P : 120, Brazzaville - CONGO
Tél : +242-222.81.14.24 - +242-222.81.14.25
Site : www.lnsp-cg.org - Email : dglabnat@hotmail.com

Tractaftric equipment, à votre service depuis 80 ans

VENTE OCCASION LOCATION SAV

Tractaftric equipment

Pointe Noire Bd Président M. Ngouabi Tél. 06 665 40 30

ASSURANCE

Le retour ?

Les assurances congolaises ont longtemps été une véritable référence en Afrique francophone. 2013 a donné un nouveau souffle à ce secteur qui a connu une forte croissance : la clé de cette envolée, le besoin de sécurité.



L'esprit partenaire

H de B
COURTIER D'ASSURANCES

H de B, une offre complète et modulable en santé, prévoyance, retraite

Notre expérience et notre expertise au service des entreprises et des particuliers qui souhaitent valoriser leur protection sociale.

Société Huet de Barochez
Direction Générale Pointe Noire
Galerie Commerciale de l'Hôtel Atlantic Palace
B.P. 2129 - Pointe-Noire
Tél. : 242 05 512 46 10

Agence de Brazzaville
Immeuble City center
B.P. 14843
Tél. : 242 06 608 98 51

CIT Montparnasse
B.P. 83 - 3, rue de l'Arrivée
CEDEX 15 - 75749 Paris
Tél. : 0033 1 43 20 03 76
Fax. : 0033 1 43 20 13 61
Brazzaville
contact.bzv@hdebcongo.com

Pointe-Noire
contact.pnr@hdebcongo.com
Dolisie
contact.dolisie@hdebcongo.com
Nkayi
contact.nkayi@hdebcongo.com

www.hdebcongo.com

L'assurance congolaise a longtemps brillé en Afrique francophone. Ainsi, le groupe français PFA, devenu une composante d'Allianz France, avait logé son hub à Brazzaville pour toutes ses filiales d'Afrique centrale et de l'Ouest. Toutes les grandes marques y étaient représentées, des AGF à l'UAP en passant par la Paternelle, le GAN... 2013 est une année à marquer d'une pierre blanche pour l'assurance congolaise puisque sa croissance a été évaluée, selon les dernières estimations, à 50% sur le marché des assurances de choses et de responsabilités, et de 20% sur le marché des assurances de personnes. Quels sont les facteurs explicatifs de cette croissance ?

2/3 de l'humanité est en train de sortir progressivement de la pauvreté

Cette bonne nouvelle annoncée par Jacques Attali en parlant de la Chine et de l'Inde dans l'un de ses récents livres vaut aussi, même si c'est dans une moindre mesure, pour l'Afrique. Ce continent connaît une croissance moyenne durable du PIB de 5% par an, et ce depuis dix ans. Dans le même temps, on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Suivant la théorie classique de Maslow, une fois les besoins primaires couverts – comme le fait de se nourrir –, le besoin recherché est la sécurité. Et la sécurité, c'est l'assurance. Concrètement, cela implique la volonté de protéger sa famille, son outil de travail, sa maison... Donc, une croissance normale du PIB, ici de 5%, entraîne une croissance encore supérieure, par un effet multiplicateur, de près de 10%. Cet effet multiplicateur de 2 est cependant très variable d'un pays à l'autre.

Et le Congo ?

A cet état de fait s'ajoutent au Congo 3 facteurs principaux : l'ouverture du marché à la concurrence, le rattrapage d'un retard structurel et l'élargissement du périmètre des obligations d'assurance. Après la responsabilité civile automobile et les risques de la construction, le champ des obligations d'assurance s'est élargi en 2013 à l'assurance des marchandises importées créant ainsi un nouveau développement de l'assurance transport.

Le rattrapage du retard est plus lent car avec un taux de pénétration estimé à 0,57% en 2012, le Congo est loin derrière le Cameroun avec 1,03%, le Sénégal 1,45% et enfin la Côte d'Ivoire avec 1,77%.

Après la phase de monopole d'Etat, le secteur s'est peu à peu libéralisé avec l'arrivée de nouveaux acteurs, AGC, NSIA et récemment Allianz qui permettent de présenter une offre plus diversifiée, mieux adaptée et plus sécurisée qui stimule une demande en attente de produits nouveaux et d'un service de qualité.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut s'attendre dans les années prochaines à la poursuite d'une croissance à 2 chiffres et la poursuite d'une libéralisation du secteur avec l'arrivée de nouveaux acteurs.

Bien sûr, beaucoup de choses restent à faire. Promouvoir la lutte contre la fraude à l'assurance, développer un modèle rentable pour l'assurance-vie, tout particulièrement dans son volet capitalisation, accroître les standards de qualité en matière de service... Mais, globalement, les perspectives de développement du monde de l'assurance paraissent extrêmement positives pour les années à venir.

PHILIPPE AUDOUIN
DIRECTEUR GÉNÉRAL ALLIANZ CONGO

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Une niche qui doit être soutenue

Membre d'Unicongo, cette Fédération des Télécoms NTIC est porteuse d'emplois et de développement dans de nombreux secteurs de l'économie. Son dynamisme doit également permettre de réduire la fracture numérique du pays.

La fédération des Télécoms et NTIC, créée en 2005 avec quatre membres, parmi lesquels on retrouve Libertis Télécom et Celtel, s'est agrandie et compte désormais six membres. Bien que ce

nombre soit relativement limité, par son impact, cette fédération représente cependant un maillon essentiel de la vie économique et sociale du Congo (cf tableau ci-dessous).

| | | |
|--------------------------------------|------------------|---|
| Emplois directs | + 800 employés | Impact pour les revenus versés aux ménages et pour les cotisations sociales à la CNSS |
| Emplois indirects | + 2 000 employés | Impact économique (sous-traitance diverse) |
| Consommation de gasoil | + 700 stations | Impact sur la couverture nationale |
| Equipements technologiques | - | Impact direct sur l'économie du transport |
| Acteur monétaire | - | Impact au niveau du système bancaire |
| Acteur immobilier | - | Impact au niveau du secteur immobilier |
| Contributions directes et indirectes | - | Impact fiscal au niveau des recettes de l'Etat |
| Acteur sociétal et culturel | - | Impact au niveau de la société civile |

Secteur fortement concurrentiel, les NTIC représentent une véritable niche d'opportunités pour le Congo avec la connexion au WACS (West Africa Cable System), un catalyseur indiscutable pour les opérateurs de la téléphonie mobile et les fournisseurs d'Internet. Cela favorisera assurément la réduction de la fracture numérique et la création d'un nouvel écosystème, qu'il faudra accompagner pour qu'il profite notamment à la jeunesse, porteuse des projets innovants.

Pour un soutien économique et social gouvernemental

Le gouvernement congolais est engagé dans un vaste programme conduit par l'opérateur historique national, Congo Télécom, qui à terme permettra la couverture nationale et la création d'un boulevard numérique allant du sud au nord. Cependant, force est de se poser la question de savoir quelles sont les mesures

d'accompagnement de cette légitime et ambitieuse politique (allègements douaniers et fiscaux à l'importation du matériel informatique, exonération de taxes sur la bande passante), afin de susciter la naissance au Congo d'une véritable économie numérique compétitive génératrice de nouveaux services à valeur ajoutée comme les services de commerce, la vidéo conférence, les services de paiement, les services financiers, la télésurveillance, la télé-médecine, et la télé-éducation, tous via la téléphonie mobile.

Tel est le véritable enjeu, auquel la fédération des Télécoms NTIC tient à apporter sa contribution, avec tous ses adhérents : Airtel Congo, MTN Congo, Warid Congo, Ofis Computer, Equateur Telecoms Congo (Azur), Capinfo.

CYRIACQUE OKOUMOU
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION



Le leader mondial de l'assurance, maintenant au Congo

Avec vous de A à Z
with you from A to Z

Residence GABRIELLA - Av. Linguissi Pombellot (derrière la BCI Banque)
B.P. 340: Pointe Noire-République du Congo
☎ +242 05 601 12 00 ✉ allianz.congo@allianz-cg.com

Allianz



SOFIA BEACH

Sofia Beach
s'installe au village des enfants

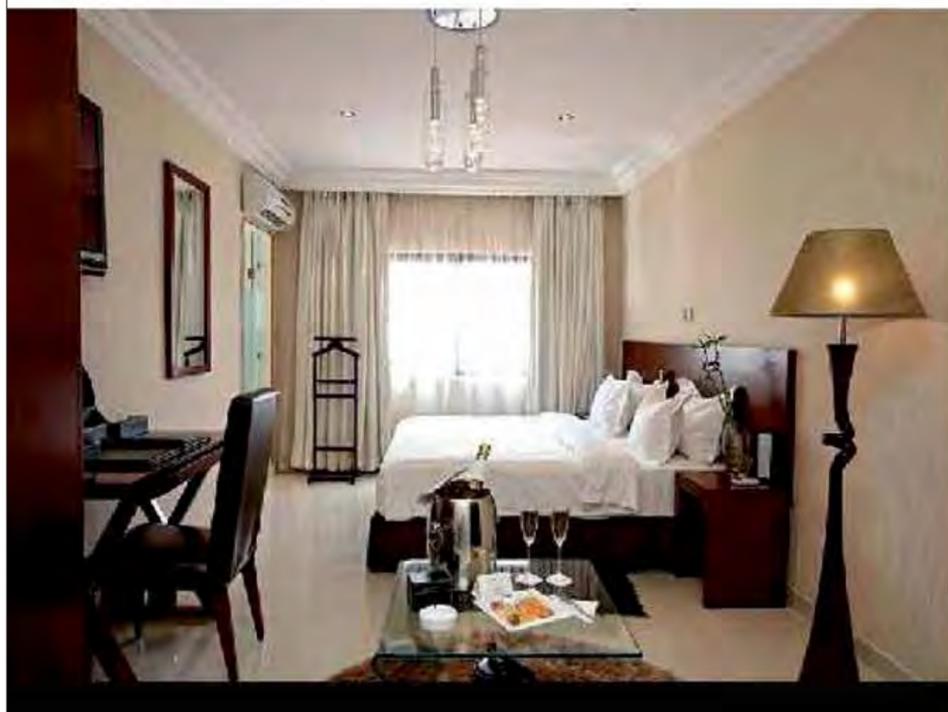
Parc de jeux
pour les enfants et adolescents
Snack bar

Ouverture le
20 décembre 2013

SOFIA SERVICES
Tél. : (+242) 05 358 34 30
(+242) 06 643 10 78
sofia-services@outlook.fr

Villa LYS HÔTEL

Email : villalyshotel@live.fr



L'hôtel Villa Lys, c'est 18 chambres tout confort, télévision par satellite, internet wifi gratuit, salle de fitness, piscine... mais également un tout nouveau business center, et notre Restaurant "La Terrasse".

Tél. : (+242) 05 595 00 02 / 05 598 00 03

Site Web : www.villa-lys-hotel.com

Evénement

Unicongo s'est aussi mobilisé pour...

Délégation polonaise : 18-21 septembre à Brazzaville et à Pointe-Noire



Un forum économique a été organisé à l'initiative du ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille public et de l'Intégration de la République, S.E. Monsieur Gilbert Ondongo. Étaient invités une délégation composée de 30 hommes d'affaires polonais et le président de la chambre de commerce de la Pologne centrale (RIG Lodz), sous le patronage de S.E. Madame Beata Stelmach, sous-secrétaire d'Etat pour la Coopération internationale au ministère des Affaires étrangères de Pologne. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une volonté d'établir une relation de coopération économique entre les deux pays. A cette occasion, Unicongo a été sollicité pour mobiliser ses entreprises adhérentes afin qu'elles prennent part aux rencontres B-to-B.

Ubifrance, un partenaire privilégié



Atelier d'information sur l'Afrique centrale, les opportunités d'affaires au Cameroun, Gabon, Congo, en République Démocratique du Congo et au Tchad.

Unicongo, partenaire privilégié d'Ubifrance au Congo, a eu l'honneur de présenter l'économie de son pays lors de ce forum qui s'est tenu à Paris le 22 octobre, au siège d'Ubifrance. Cela a été également l'occasion de participer à des rendez-vous B-to-B pour échanger avec des entreprises françaises désireuses de s'implanter ou de développer une activité au Congo.

Délégation japonaise : 26-28 novembre à Brazzaville et à Pointe-Noire



Une délégation économique japonaise des secteurs public et privé a été reçue, en vue notamment de promouvoir le commerce et les investissements au Congo. Elle a été conduite par S.E. Monsieur Hirotaka Ishihara, vice-ministre parlementaire chargé des Affaires étrangères.

A la demande de l'ambassade du Japon à Kinshasa (siège pour les deux Congo), Unicongo a participé à la préparation du séminaire sur la promotion des investissements et du commerce, suivi de rencontres informelles B-to-B autour d'un cocktail. L'Union a également invité ses adhérents à prendre part à cet événement. Ont été accueillies des entreprises telles que Toyota-CFAO, Fujifilm, Marubeni Corp., Mitsubishi Corp. pour ne citer qu'elles.

Délégation bordelaise : 22 novembre

Unicongo a accueilli, dans ses bureaux et dans les deux capitales, une délégation d'opérateurs économiques français conduite par le Club Entreprise Bordeaux Afrique (CB-SOA), rattaché à la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux. Ils étaient en mission de prospection en Afrique centrale pour étudier le climat et les opportunités d'affaires du Congo.

Forum RICE - Challenge Entrepreneurial du Bassin du Congo : 21-23 novembre à Brazzaville



Unicongo a été convié chaleureusement par le RICE, le Réseau international des Congolais de l'extérieur, à ce colloque qui s'est déroulé sur 3 jours. Ainsi, au rang des conférenciers, M. Jean-Jacques Samba - secrétaire général d'Unicongo - s'est exprimé sur le dialogue public-privé.

CO.DIS.CO

- Quincaillerie industrielle
- Parc Acier (tôles, poutrelles, laminés marchands)
- Fer à béton
- Froid & climatisation
- Désinsectisation, désinfection, dératisation
- Magasin de pêche



BP 459 - POINTE NOIRE - CONGO

Tél. 06 650 92 61

e-mail : codisco@codisco-congo.com



Assurances et Réassurances du Congo

Entreprise régie par le code CIMA

Depuis **40 ans**, nous vous
accompagnons pour tous
vos besoins en **assurances**.

"Soyez rassurés, vous êtes bien assurés."

ASSURANCE AUTOMOBILE

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

ASSURANCE MALADIE

ASSURANCE TOUS RISQUES
(Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE VOYAGE

ASSURANCE TRANSPORT

ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise
dès maintenant!

www.arc-congo.cg

**La Solution Logistique pour l'Industrie du Pétrole et du Gaz
dans le Golfe de Guinée et le Bassin du Congo**



- ACTIVITES**
- ❖ **SERVICES PORTUAIRES**
 - Assistance aux navires de service
 - Ravitaillement (eau, produits chimiques, gas-oil et boue de forage)
 - Transit et shipping des équipements pétroliers
 - ❖ **OPERATIONS**
 - Manutention
 - Levage
 - Transport
 - ❖ **CONSTRUCTION & INGENIERIE**
 - Zone de stockage
 - Magasins & Bureaux
 - Terre-pleins (Bétonné & Dallé)
 - ❖ **LOCATIONS & MISES A DISPOSITION**
 - Magasins, Entrepôts, Bureaux
 - Zones de stockage
 - Engins de manutention et levage
 - ❖ **AUTRES PRESTATIONS**
 - Convois exceptionnels d'équipements et matériels
 - Accompagnement sur site client

- CAPITAL & ACTIONNARIAT**
- ❖ **CAPITAL SOCIAL**
 - FCFA 4 100 000 000
 - ❖ **ACTIONNARIAT**
 - SNPC : 80%
 - PAPN : 20%
- INFRASTRUCTURES & MOYENS**
- ❖ **QUAI**
 - 190 m (Actuel)
 - 200 m (Extension en cours)
 - ❖ **ESPACE CSP (Centre de Services Pétroliers)**
 - 40 hectares
 - ❖ **EQUIPEMENTS**
 - Grues (de 30 à 450t), Elévateurs (de 3 à 20t), Kalmar (de 45t), Camions, Remorques extensibles, Porte chars (de 75 à 200t), Nacelle
- PARTENARIAT INTERNATIONAL**
- ❖ **LOGISTIQUE, ASSISTANCE TECHNIQUE, FORMATION**

INTEGRATED LOGISTIC SERVICES

Avenue de Bordeaux, Enceinte Port Autonome de Pointe-Noire

Boîte Postale : 788, Pointe-Noire

Tél : (+242) 05 559 86 35 / 06 664 86 35 / 01 886 86 35

Courriel : info@ilogs.cg

République du Congo.



Un acteur de référence dans le Local Content

www.ilogs.cg

dossier

Pétrole

Une véritable épopée

L'histoire qui lie l'exploitation pétrolière au Congo n'est pas récente. Une aventure grandement liée à l'époque coloniale, qui n'a pas fini de faire parler d'elle. Aujourd'hui, ces ressources contribuent toujours largement au développement du pays.

Après la guerre de 1914-1918, la France, tirant les leçons du conflit, se rendait compte que la place occupée par le pétrole dans la vie économique allait croissante, et donc qu'elle devait maîtriser son approvisionnement. Car « *qui tient le pétrole, tient le monde* », disait Lord Fisher. Se dégageait alors la volonté de trouver des ressources pétrolières dans les colonies. Cette volonté s'est entre autres manifestée par la création de la Compagnie française des pétroles (CFP) le 24 mars 1924, puis plus tard au cours des années 30, de la Société des pétroles d'Afrique équatoriale française (SPAEF) qui opérera au Congo.

Une exploitation intensive
En 1947, le domaine congolais de l'onshore est ouvert à l'exploration, et dix ans plus tard, est attribué le premier permis marin à la SPAEF, ancêtre d'Elf-Congo. Ainsi, sous la conduite du célèbre géophysicien Paul Moyno commence la véritable épopée de la recherche pétrolière au Congo, qui aboutit en 1957 à la découverte du premier gisement de pétrole de la Pointe-Indienne à une vingtaine de kilomètres au nord de Pointe-Noire. La production a commencé en 1960, avec un volume de 51 847 tonnes de brut pour atteindre un pic de 123 393 tonnes en 1962.

Les années 1968 à 1994 sont dominées par l'exploration et la mise en production des

gisements en « mer peu profonde ». Ainsi, le 17 octobre 1968 est attribué le permis Pointe-Noire Grand Fond (PNGF) à l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (Erap, une société de l'Etat français) et le 29 novembre de la même année, c'est l'italienne Agip SA qui se voit attribuer le permis Madingo-Marine. De 1968 à 1977, les sociétés Elf et Agip sont donc les majors au Congo. Les Français découvrent et exploitent les gisements Émeraude Sud, Likouala et Sendji, tandis que les Italiens exploitent le gisement dit Loango. C'est à ce moment, vers 1973, que le pétrole supplante le bois dans l'économie congolaise. Puis arrive la société Getty-Oil, attributaire en 1977 du permis Sangha-Marine I en mer profonde. Elle ouvre la voie à l'arrivée massive en 1979 d'autres compagnies pétrolières américaines, telle qu'Amoco. Mais Elf et AGIP continuent à se tailler la part du lion. C'est ainsi qu'Agip exploite le gisement Zatchi, tandis qu'Elf Congo développe et exploite successivement les gisements Yanga, Tchendo, Likalala, Libondo, Tchibouéla et Nkossa. Mais, à partir de 1984, exceptés Elf-Congo, Agip et Amoco, on remarque une baisse d'activités au niveau pétrolier, du fait du retrait des autres sociétés dont les recherches ont été infructueuses.

L'étape des grands fonds
En 1994, commence l'exploitation et le développement des gisements par grande profon-

deur d'eau, avec l'utilisation de nouvelles technologies. L'activité offshore redevient très disputée. Ce qui permet à Elf Congo de découvrir les gisements Kombi, Tchibouéla-Est et Litanzi, tandis que Kitina et Ikalou-Sud sont mis en valeur par Agip et Yombo par Amoco devenue CMS-Nameco-Congo. Plusieurs autres gisements ont été découverts par la suite : Djambala, Sounda, Loussima, Tchibéli et Émeraude-Nord. A noter qu'après 1997, Elf Congo est devenu Total E&P Congo. Le gisement de Nkossa est actuellement le plus important de tous. Sa durée d'exploitation est estimée à trente ans, avec une production globale de près de 5 millions de tonnes de pétrole par an et 300 tonnes de gaz de pétrole liquéfié. Nkossaa a pour ainsi dire révolutionné l'exploitation pétrolière au Congo, avec l'utilisation d'une barge flottante comme site d'exploitation, dont la coque couvre près d'un hectare. Outre les sociétés Elf et Agip qui sont les majors au niveau local, l'histoire de la recherche et de l'exploitation pétrolière au Congo répertorie dans sa liste les sociétés suivantes : CMS-Nameco, Mobil, Oxy, Esso, Total, Shell, Texaco, Conoco, Chevron international Limited, Zetah-Oil, Naphta I, Petrol Corporation.



ENTRETIEN AVEC

**Matrice Elenga, DRH de Maurel & Prom Congo
et président de la Fédération Pétrole**

« La mise en exploitation de nouveaux projets laisse augurer une reprise haussière de la production en 2014 »

Malgré une production à la baisse depuis quelques années, le secteur pétrolier congolais a encore de belles années devant lui. La mise en production de nouveaux projets à compter de 2014 laisse augurer une reprise à la hausse. La fédération des entreprises du secteur pétrolier doit cependant faire face à l'administration publique notamment par rapport à la mise en application de certaines dispositions fiscales et tarifaires. Etat des lieux avec Matrice Elenga.

Pouvez-vous brièvement présenter l'état des lieux de la production pétrolière actuelle au Congo ?

Le secteur pétrolier congolais est à un tournant depuis 2011 (débit moyen de 300 000 b/jr), avec une production baissière d'année en année.

La production annuelle opérée en 2012 est de 98 564 332 barils, soit une production moyenne de 269 300 barils par jour. Le débit moyen en 2013 est de 265 000 barils par jour. Soit une diminution considérable par rapport à l'année 2010 qui avait connu une production journalière exceptionnelle de 316 000 barils, soit un recul de -16% par rapport à l'exercice 2010.

Cette tendance baissière est due à deux facteurs. En premier, il y a le déclin naturel des champs matures, notamment les PNGF (Pointe-Noire Grand Fond) dont les premières découvertes datent de 1969. Le second facteur est le manque de promotion des zones libres depuis quelques années et on notera que la dernière attribution daterait de 2006.

Quel est l'avenir du secteur pétrolier au Congo en termes d'exploration-production d'une part, et par rapport aux fluctuations des cours du baril d'autre part ?

La mise en production de nouveaux projets à compter de 2014, tel que Moho Nord (opéré par Total), Lianzi (opéré par Chevron), Litchendjili et Néné (opéré par ENI) laisse augurer une reprise haussière de la production nationale de la République du Congo au cours des prochaines années.

Nous espérons aussi voir se développer l'ultra-marin grâce à une promotion active. Tout comme les choses semblent bien évoluer en ce qui concerne le bassin intérieur de la Cuvette Congolaise.

Depuis les années 2000 avec un prix moyen de 28,393 Usd/Bbl, malgré la fluctuation des cours du baril, il y a un impact favorable sur

le chiffre d'affaires global des sociétés productrices ; cet impact entraîne également des excédents budgétaires pour la République du Congo, avec des cours de barils à plus de 100 Usd/Bbl, d'où le poids encore prépondérant de l'industrie pétrolière dans l'économie congolaise.

Avec une contribution de plus de 80% au budget de l'Etat, le pétrole se présente au Congo comme la principale source de revenus du pays. Comment les sociétés pétrolières ressentent-elles cette responsabilité ? C'est effectivement une lourde responsabilité que d'avoir le sentiment de porter l'espérance de tout un peuple qui aspire au développement ainsi qu'au bien-être individuel. Le pétrole contribue à environ 62%

dans l'économie congolaise et 80% au budget de l'Etat d'après les propres données du ministère de l'Economie et des Finances de la République du Congo. Mais nous encourageons vivement l'Etat Congolais dans sa politique de diversification de son économie, afin de cesser d'être toujours tributaire de la rente pétrolière, qui a déjà joué à ce pays un mauvais tour dans les années 1984 en raison de la chute brutale des cours, franchissant le cap des 10 Usd/Bbl, ainsi que la détérioration des autres termes d'échanges, notamment la chute vertigineuse des cours du dollar en tant que monnaie de référence dans les échanges internationaux.

Quels sont en général les problèmes auxquels la fédération Pétrole est confrontée ? Comme toute organisation patronale, le rôle de notre fédération est d'informer et de défendre les intérêts particuliers de nos adhérents, chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Les accompagner tout le long du processus de discussion avec les administrations publiques, préserver les acquis de leur contrat et veiller au respect de l'équilibre des clauses économiques contenues dans leur contrat respectif avec la République du Congo.

Actuellement, les dossiers suivis par notre fédération sont ceux relatifs aux difficultés rencontrées par le secteur pétrolier sur la mise en application de certaines dispositions fiscales et tarifaires par des administrations : Impôts, Douane, Commerce, Travail, Hy-

drocarbures, Environnement, etc. que nous invitons les pouvoirs publics à regarder avec bienveillance, car une taxation supplémentaire à la fiscalité contractuelle impacte *ipso facto* le compte des coûts pétroliers récupérables et réduit d'autant la part du cost-oil revenant à l'Etat, affectant en conséquence la clause de stabilité économique des contrats de partage de production (CPP).

On parle d'un nouveau cadre juridique et fiscal du secteur amont pétrolier. Comment appréciez-vous ce cadre ? Qu'auriez-vous souhaité qu'il soit ?

Nous ne préjugeons de rien pour l'instant et regrettons que nos adhérents ne soient malheureusement plus associés au processus de révision de ce futur cadre juridique et fiscal, d'où les inquiétudes qui gagnent le secteur pétrolier dans son ensemble.

Je confirme néanmoins que nos adhérents, répondant à l'invitation du ministre des Hydrocarbures, ont participé massivement, courant mai 2010, à une table ronde sur le cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier amont. Mais à ce jour, nous n'avons aucune connaissance du contenu du futur cadre juridique et fiscal qui devrait les lier à l'Etat congolais. Nous souhaitons vivement qu'un cadre de concertation soit ouvert le plus rapidement possible entre le ministère des Hydrocarbures et les opérateurs pétroliers visant à faire observer les intérêts économiques des parties et, c'est fondamental, avant la mise en application unilatérale du nouveau cadre juridique et fiscal.

On croit savoir que les réformes juridico-fiscales intègrent aussi la problématique de la gouvernance, notamment l'initiative pour la transparence des industries extractives. Comment les sociétés pétrolières contribuent-elles à l'ITIE ?

Au lendemain de la mise en place de cette initiative en 2006, toutes les sociétés de notre fédération contribuent activement au succès de la mise en place de cette initiative au Congo, en fournissant au conciliateur indépendant toutes les données relatives aux paiements effectués par les opérateurs pétroliers au profit de l'Etat congolais. Ces déclarations sont certifiées par les commissaires aux comptes respectifs avant leur transmission au conciliateur indépendant. Dans la structuration actuelle du comité exécutif de l'ITIE Congo, le secteur pétrolier occupe la deuxième vice-présidence du comité exécutif et détient quatre sièges au comité exécutif. Ce qui prouve suffisamment l'implication de nos adhérents dans le processus de la mise en œuvre de l'ITIE au Congo, ce

Forage du puits Kola 2 sur le permis La Noumbi.





L'EXPLORATION

MAUREL & PROM CONGO S.A
Recherche & exploitation Pétrolière

Siège social: Avenue du Havre
Tél. : (242) 06 670 80 47 / 22 294 42 40
B.P. 32 Pointe-Noire-République du Congo

PRESTOIL KOUILOU

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Au capital de 10 000 000 de francs CFA
RCCM : CG PNR 10 B 1352
NUI : M2007110000354138

Siège social: Avenue du Havre
(242) 05 530 15 88- 06 635 46 46
B.P. 1146




GROUPE CONTRACTEUR DU PERMIS « LA NOUMBI »

qui n'a absolument rien de commun avec la volonté du ministère des Hydrocarbures de faire impérativement évoluer le cadre juridico-fiscal.

Comment les sociétés du secteur pétrolier intègrent-elles la notion de responsabilité sociale dans leurs activités ?

Les sociétés de notre fédération procèdent actuellement à la mise en place des comités RSE pour mieux intégrer les préoccupations des communautés et assurer une meilleure prise en compte de leurs préoccupations. Il n'en demeure pas moins que nos adhérents ont déjà une longueur d'avance dans l'application de ce concept. Chacun à son rythme entreprend un certain nombre de réalisations au profit des communautés dans le cadre des projets sociaux.

Les négociations entre les sociétés pétrolières et les autorités publiques sur les permis en fin de licence, sur l'attribution des permis d'exploration et d'exploitation paraissent souvent âpres et longues. Quels sont les principaux points d'écueil et comment les surmonter ?

Je crois que nous touchons-là à la souveraineté de l'Etat, dans sa discrétion de reconduire ou non un permis ou d'en modifier comme bon lui semble le contexte Operating, dès le moment où le permis tombe contractuellement dans le domaine public de l'Etat. Nos adhérents sont professionnels et donc habitués à de telles circonstances exceptionnelles.

Une étude sur l'évaluation et la certification des réserves de pétrole et de gaz de tous les champs en exploitation au Congo a été récemment réalisée par la SNPC en partenariat avec des sociétés expertes. Peut-on en savoir davantage ?

La réalisation de cette étude par la société nationale est plutôt une bonne chose pour déterminer les potentialités dont regorge encore le sous-sol congolais en matière d'hydrocarbures. Depuis quelques années, il y a des avancées en ce sens avec la création d'une base de données pétrolières par la Société nationale des Pétroles du Congo. Je me permets de rappeler que jusqu'à la mise en place de ladite base de données, les infos pétrolières étaient conservées dans des laboratoires des pays étrangers.

Quelles sont les perspectives du secteur pétrolier en général et de la fédération en particulier ? La fédération a-t-elle des projets ?

Pour l'année 2014, les axes prioritaires de notre fédération sont la poursuite des échanges avec les administrations fiscales et douanières ; l'organisation des changes sur la spécificité du secteur pétrolier avec la tutelle ; la poursuite des échanges avec les parlementaires et la relance sur le niveau d'avancement du cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier amont.

Nous allons aussi veiller au nouveau découpage du domaine minier et de la promotion des zones libres afin de relancer l'exploration en vue du renouvellement des réserves et réduire le déclin en cours. A cela s'ajoutent la poursuite des campagnes sismiques et de forage sur plusieurs permis (Maurel & Prom, Perenco, Soco, ENI, Total, Petro Kouilou et Chevron), la consolidation et développement des projets et enfin la relance concernant le projet de loi sur le HSE qui n'a toujours pas fait l'objet d'un vote parlementaire depuis 2010.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

ENTRETIEN AVEC

Eric Iwochewitsch, directeur des filiales du groupe Perenco au Congo

Perenco, un ancrage fort au Congo

Par ses filiales, le groupe franco-britannique Perenco, groupe privé et indépendant, spécialisé dans l'exploitation et l'exploration pétrolière et gazière, est durablement implanté au Congo.

Pouvez-vous nous présenter la société Perenco ?

J'ai rejoint pour la seconde fois le Congo en 2012, après trois ans d'absence, pour prendre la direction des filiales du groupe Perenco au Congo. J'ai en effet déjà occupé le poste de directeur des opérations de ces mêmes filiales durant quatre ans entre 2005 et 2009.

Perenco est présent au Congo depuis l'an 2000 au travers de joint-venture avec la SNPC, nommée Congorep, qui opère aujourd'hui sur les champs d'Emeraude et de Likouala. Nous sommes également opérateur, à travers CMS Nomeco, sur le champ de Yombo-Masseko-Youbi depuis 2002.

Perenco, par ses filiales au Congo, est depuis plusieurs années maintenant le troisième opérateur au Congo en termes de production. Notre activité bénéficie de toute l'expérience du groupe acquise à travers ses implantations mondiales.

Perenco opère 90% de ses actifs dans 14 pays : au Royaume-Uni, en Afrique où nous sommes bien implantés (Congo, Gabon, RDC, Cameroun), en Amérique latine (Guatemala, Colombie, Pérou, Venezuela et Belize), sur le pourtour méditerranéen (Tunisie, Egypte et Turquie), et enfin en Asie avec l'acquisition d'une filiale au Vietnam.

La production opérée par le groupe atteint 375 000 barils par jour.

Quelles sont les particularités du groupe Perenco ?

Outre son indépendance qui confère à notre groupe cette particularité dans le paysage des entreprises pétrolières, Perenco se distingue également par son expérience dans l'exploitation de champs matures. A force d'implication, de soucis du détail, d'innovation, nous parvenons à donner à ces champs une seconde jeunesse. La responsabilité, la confiance en ses employés et la réactivité font partie du génome de l'entreprise et nous permettent de relever le défi de ces opérations difficiles sur des champs qui sont parfois en production depuis trente ans.

Une autre particularité, conséquence à la fois de notre volonté et de la nature de nos opérations, est que nous travaillons majoritairement avec de petites structures locales qui nous apportent leur dynamisme, leur réactivité et leur savoir-faire.

Comment la situation de l'entreprise se présente-t-elle actuellement en termes d'activité ?

Notre niveau d'activité est historiquement élevé avec, par exemple, en 2014, deux campagnes de forage en parallèle qui s'annoncent, alors que nous étions en forage sur un seul front depuis 2010.

En plus du forage, qui est la partie visible de l'iceberg, nous avons de très nombreux travaux récurrents comme les interventions sur puits, les travaux d'intégrité pour prolonger la durée de vie des installations et l'adaptation de l'outil de production aux réalités actuelles. Pour faire face à ces travaux quotidiens, nous avons plus que doublé nos effectifs en cinq ans.

Je travaille aujourd'hui avec 200 collaborateurs répartis sur nos différents sites à terre et en mer, et 500 personnes participent chaque jour à nos opérations.

Vous êtes un partenaire de la SNPC, sur quels champs opérez-vous ? Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés ?

Le principal défi auquel nous sommes confrontés dans l'exploitation de champs matures est la lutte contre le déclin. En effet, sans action forte de la part de l'opérateur, la production d'un puits de pétrole baisse tous les ans. Le premier défi est donc de lutter contre ce déclin avant d'envisager une hausse de la production. L'innovation est un de nos moteurs pour relever ce challenge.

Nous sommes en partenariat avec la SNPC sur toutes nos opérations. Nous œuvrons ainsi sur le champ d'Emeraude depuis 2001, où nous avons réussi à atteindre et maintenir un palier de production autour de 9 000 barils par jour depuis plusieurs années. Nous menons également un projet pilote d'injection de vapeur qui est, à ma connaissance, une expérience unique offshore qui offre de nombreux défis techniques, et reste une voie à explorer pour prolonger la durée de vie du champ.

En 2002, nous avons repris les opérations du champ de Yombo-Masseko-Youbi, réalisé d'importantes opérations de maintenance et d'intégrité sur ce champ, tout en optimisant la production des puits.

Enfin, en juillet 2010, nous avons repris l'exploitation du champ de Likouala où nous avons depuis réalisé de nombreuses opérations sur puits, et une campagne de

forage qui est toujours en cours. Ces dernières ont permis d'augmenter la production de ce champ.

En matière de sécurité et d'environnement, nous opérons au Congo dans le respect strict des standards internationaux. Nos objectifs : protéger notre personnel, nos équipements et limiter au minimum l'impact sur l'environnement.

Sur le volet social, comment se présente l'engagement sociétal de votre entreprise ?

Congorep a fait le choix, en juin 2012, de s'engager de façon durable pour le déploiement du Projet d'appui aux structures sanitaires de Pointe-Noire (PASS). Ce projet mené en partenariat avec l'IECD, une association qui œuvre de longue date dans le domaine de la santé, vise à améliorer les conditions d'accueil et de soins dans des structures sanitaires choisies. Pour atteindre ce but de manière durable, l'accent est mis sur la formation et le suivi longitudinal. Ce projet quinquennal a débuté il y a plus d'un an maintenant, 12 centres de santé ont été retenus pour être accompagnés.

Notre engagement se veut structurant pour une amélioration pérenne des conditions d'accueil et de soins des populations ponténégrines, notamment les plus fragiles. De plus, nous travaillons systématiquement avec les communautés riveraines pour identifier la façon dont nous pouvons contribuer à l'amélioration de leur qualité de vie. C'est ainsi que nous nous impliquons dans l'éducation pour délivrer aux jeunes des enseignements de qualité grâce à la construction et la mise à disposition d'établissements scolaires fonctionnels.

Souhaitez-vous évoquer un autre sujet, ou émettre un souhait pour l'avenir ?

Perenco est installé au Congo sur le long terme. Nous avons mis en place, avec la SNPC, un partenariat exemplaire dans le cadre duquel nous nous engageons aujourd'hui sur de grandes réalisations, porteuses pour la compagnie, porteuses pour nos partenaires, et contributrices de l'activité économique du Congo. Je nourris l'espoir que notre développement au Congo se poursuive sur le même rythme.

PROPOS RECUEILLIS PAR
XXXXXXXXXXXXXXXXXX



CMS NOMECO

Exploitation – Production
Concession Liliane - Quartier Ndjindji
B.P. 212
Pointe-Noire - République du Congo

Tél : 06 663 24 24 / 06 663 22 22 / 06 650 16 16

VSAT :
Tél : (33) 1 53 57 16 00
Fax : (33) 1 73 04 01 09

CONGOREP

Pub AOGC



Avec Moho-Nord, Total E&P Congo réaffirme son engagement vis-à-vis du développement économique local et vise des objectifs ambitieux en matière de contenu local:

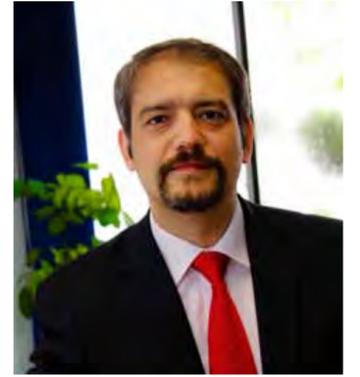
- Création d'emplois
- Dynamique du tissu économique local
- Développement des capacités humaines et entrepreneuriales
- Amélioration des infrastructures

TOTAL E&P CONGO. Société anonyme avec conseil d'Administration, Capital social: 17 200 000 US\$
Avenue Raymond Poincaré, BP: 761, Pointe-Noire, République du Congo
Tél.: (242) 22 294 60 00 - Fax: (242) 22 294 68 75. RCCM 01M751

ENTRETIEN AVEC

Babak Bagherzadeh, directeur général de Total E&P Congo

« Nous allons continuer à fortement investir dans l'offshore profond »



Principal opérateur pétrolier du pays, l'entreprise Total E&P mise sur la découverte et l'exploitation de gisements en offshore très profond. En ayant toujours en tête la sécurité des personnes.

Pouvez-vous nous parler de la production actuelle de Total E&P Congo à travers ses différents sites de production ?

Total E&P Congo est le premier opérateur pétrolier du Congo et est la 3^e filiale africaine du groupe Total. Elle opère sur 10 des 22 champs en offshore actuellement développés au Congo. Les activités de notre filiale se sont développées à partir du domaine de l'offshore conventionnel où on peut citer les champs de Yanga, Sendji et Tchibouela. Avec la mise en production des réservoirs de Nkossa et Moho Bilondo, des découvertes dans des profondeurs d'eau de plus en plus importantes et nécessitant des projets de plus en plus technologiques ont été mises en valeur. Aujourd'hui, l'exploration de l'offshore très profond a mis en évidence des découvertes de plus petite taille que nous souhaitons pouvoir développer dans les années à venir.

Les installations de Total E&P Congo comprennent 23 plateformes, 2 FPU (Floating Platform Unit) et aussi le terminal de Djeno, qui reçoit 95% de la production du pays.

Notre objectif est de renouveler et d'optimiser en permanence notre portefeuille de réserves tout en assurant la sécurité des personnes et l'intégrité de nos installations. Depuis quelques années, nous concentrons une partie de notre production sur l'offshore profond, qui représente pour le groupe un secteur de croissance. Moho-Bilondo qui a été mis en production en 2008 a ouvert la voie des grands fonds pour le Congo et a pu atteindre en 2011 un plateau de 90 000 barils par jour. Aujourd'hui et pour les années à venir, nous allons continuer à fortement investir dans l'offshore profond au travers du projet de développement des réservoirs de la phase 1 bis de Moho-Bilondo et de Moho-Nord. Ce projet ambitieux, bien connu par tous sous le nom de Moho Nord, est le plus grand projet pétrolier lancé à ce jour au Congo.

Pour cette année 2013, notre production devrait être de l'ordre de 135 000 barils par jour en moyenne. Les nombreux forages et interventions sur les puits qui sont programmés sur nos champs existants et la production à venir de la phase 1 bis de Moho-Bilondo permettront dès 2015 à la filiale de retrouver un niveau de production très élevé.



Les derniers-nés de vos champs offshore (Moho-Bilondo 2008 et Libondo 2011) ont atteint leurs plateaux de production et le reste de vos actifs sont dans leur phase de maturité. Comment entendez-vous maintenir votre production ?

Les champs matures, PNGF Sud, PNGF Nord et Nkossa, représentent 60% de la production de Total E&P Congo. C'est donc une base fiable pour notre socle de production. Notre stratégie est de maximiser la production de tous nos champs en maintenant l'intégrité de nos installations. Pour ce faire, nous réalisons régulièrement des campagnes de grands travaux qui

nécessitent la mise en œuvre de « grands arrêts ». Pendant une période donnée, nous arrêtons la production pour effectuer toutes les révisions et travaux nécessaires qui nous permettront d'atteindre nos objectifs de maintenance, de remise à niveau et de modernisation des installations. Nous avons par exemple en 2013 arrêté pendant deux mois la production de Nkossa. Pour

remettre à niveau ce site, en moyenne 800 personnes se sont relayées jour et nuit pour effectuer les travaux sur la plateforme et ses satellites. D'autres grands arrêts de ce type sont planifiés pour 2014 et s'inscrivent dans un plan à long terme de maintien de la production. Ces campagnes sont l'un des piliers majeurs de la mise en œuvre de la politique d'intégrité

Les nouveaux projets congolais mettent en œuvre des technologies novatrices et complexes. Les partenariats conclus avec les entreprises locales permettront un vrai transfert des savoirs.

de Total E&P Congo et démontrent bien les efforts importants engagés par la filiale pour assurer la sécurité des personnes, des biens et le respect de l'environnement. Pour maintenir la production de nos champs, nos équipes géosciences, en colla-

boration avec les équipes des opérations, réalisent également des campagnes d'observation, de mesures, d'études et d'analyses pour comprendre les mécanismes de production. Les données récupérées nous permettent d'optimiser l'exploitation des champs et de lancer le forage de nouveaux puits afin de maximiser la récupération des réserves existantes.

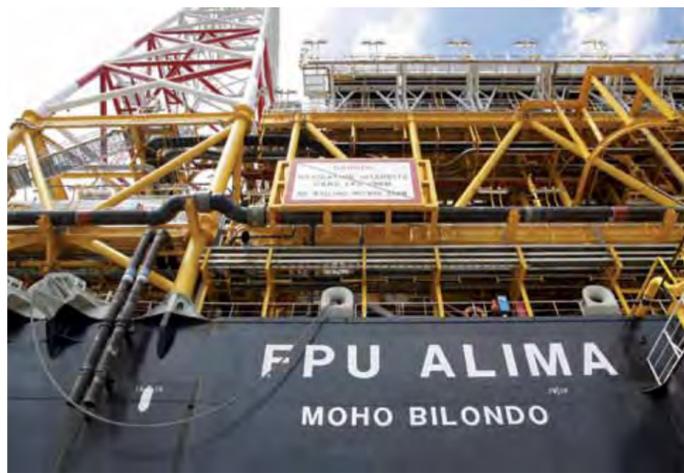
Vous avez lancé le développement du projet Moho-Nord. Où en êtes-vous et pour quelle production attendue ?

Le projet Moho Nord est un projet important pour la filiale mais aussi pour le Congo. Il représente la mise en valeur de près de 485 millions de barils de réserve, soit une part très importante de nos réserves découvertes. La particularité de ce projet, c'est qu'il est composé de 2 volets. Pour le 1^{er} volet, la first oil aura lieu au troisième trimestre 2015 et produira 40 000 barils par jour. Le 2^e volet sera mis en production en 2016 et produira 100 000 barils par jour, soit une production totale en pic de 140 000 barils par jour. A ce jour, les principaux contrats ont été signés pour la fabrication avec d'importantes sociétés internationales, Technip, Aker, Hyundai... Le projet Moho-Nord est un projet complexe et de haute technologie nécessitant l'implication de nombreux acteurs internationaux. C'est le premier projet grand fond du groupe Total à utiliser deux supports flottants de production : un FPU (Floating Production Unit) alimenté par un réseau de production sous-marin et une TLP (Tension Leg Platform) supportant des têtes de puits aériennes. Ce projet sera également l'occasion d'utiliser un

nouveau système de forage à partir de la TLP développé et breveté par Total. Pour optimiser ces opérations, Total a en effet, conçu et breveté le *Riser Skidding System*, une solution technologique innovante qui évite la remontée du riser de forage et son BOP entre le forage de deux puits. Une solution qui permet de renforcer la sécurité et de faire une économie significative de temps.

En ligne avec les engagements du Groupe, Moho-Nord ne brûlera aucun gaz en conditions normales d'opérations. L'absence de toute flamme à la torche, grâce à une technique innovante d'allumage automatique en cas de besoin, en sera le signe le plus visible. De plus, le choix d'un FPU « tout électrique » permettra de limiter la combustion de gaz requise à la génération de puissance.

Le projet Moho-Nord va également contribuer significativement au développement du tissu industriel local. Nous avons imposé à nos contractants internationaux un plan de fabrications locales en ligne avec le potentiel industriel actuel, estimé à près de 12 000 tonnes. Les partenariats formés dans le cadre des contrats EPC (*Engineering, Procurement, Construction*) sont conçus pour maximiser le transfert de compétences, de technologies et de formation de l'encadrement local. Nous avons visité début décembre, en présence de la ministre des Petites et des Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, Adélaïde Yvonne Mougany, du ministre d'Etat de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé, Isidore Mvoubi, le yard de 23 000 m² opéré par



Friedlander/Technip au port autonome de Pointe-Noire. Dans cet atelier, les ministres ont eu l'opportunité de voir la première pièce fabriquée à Pointe-Noire pour le projet Moho Nord. Cette dernière est appelée LBL (*long-baseline*), et sera descendue au mois d'avril 2014. Elle fera partie d'un balisage complet d'à peu près 120 pièces qui vont permettre de positionner tous les équipements, au fond de l'eau, à 1 200 mètres de profondeur. A cette occasion, quatre entreprises congolaises intervenant sur le chantier, Chapet Congo, GID, Setra et Il-ogs, ont pu aussi présenter leurs domaines d'activités à la délégation. Nous sommes

dans la phase préparatoire du projet, les activités les plus importantes commenceront en 2014 et en 2015. Le projet avance bien, tout se déroule comme prévu.

Vous avez obtenu la certification ISO 14001. Comment conduisez-vous la politique environnementale ?

Notre politique environnementale s'appuie sur celle définie par le groupe Total. Total travaille sur les mêmes bases, en Afrique et ailleurs, avec les mêmes références, les mêmes exigences, les mêmes références environnementales. Nous avons un référentiel qui définit nos axes

de travail. Toutes nos actions visent à maîtriser et à réduire l'impact de nos activités et celles de nos sous-traitants sur les personnes et l'environnement, que ce soit sur nos sites onshore ou offshore.

Pour garantir l'amélioration continue de nos performances environnementales, Total E&P Congo s'appuie donc sur la certification internationale ISO 14001, qui est en fait un système de management environnemental. La certification et le suivi se font par un organisme indépendant agréé (DNV). Nkossa a été le premier site à être certifié ISO 14001 en 2006, toute la filiale a été certifiée en 2009 et recertifiée en 2012. La prochaine certification est prévue en 2015.

Nous avons mis en place un système de suivi régulier et sommes audités tous les ans par un service interne et externe. Les rejets atmosphériques, en mer, la gestion des déchets, la lutte anti-pollution, la réalisation et le suivi des études d'impact environnemental et social sont donc au cœur de nos préoccupations et de notre politique environnementale. Les actions mises en œuvre par Total E&P nous ont permis d'obtenir cette certification.

J'aimerais aussi mettre à profit votre question sur l'environnement pour insister sur le niveau de performance de la sécurité que nous avons pu atteindre en 2013 dans le cadre de toutes nos opérations. Grâce à la grande implication de tous les acteurs, Total E&P Congo et toutes les entreprises partenaires, et surtout grâce aux efforts de chacun de nos collaborateurs et des intervenants sur nos sites, nous avons pu éviter

les accidents en 2013 et nos statistiques HSE se situent à un très bon niveau. Nous ne relâcherons pas nos efforts et nous continuons à rechercher encore à maîtriser et à réduire tous les risques et les impacts de nos activités.

Au-delà de vos activités pétrolières, vous menez une politique de responsabilité sociétale. Comment se décline-t-elle ?

Dans le cadre de sa démarche de Développement durable, Total E&P Congo, entreprise citoyenne et responsable, mène de nombreuses actions sociétales qui portent prioritairement sur 3 axes : l'éducation, la santé et le développement économique local.

En matière d'éducation, nous avons par exemple mis en œuvre le projet pilote « classes renforcées » au lycée Victor-Augagneur : un dispositif d'excellence qui offre aux candidats, ayant réussi le concours d'entrée, un enseignement de qualité dans les filières scientifiques, en vue de se présenter au bac C congolais et au bac S français. Les bacheliers les plus méritants bénéficient ainsi de bourses d'études supérieures au Congo, en France ou dans les autres pays africains. Depuis près de dix ans, nous sommes également engagés dans un appui financier et logistique en faveur de l'Institut supérieur de Technologie d'Afrique centrale (IST-AC), dont l'employabilité des étudiants est de 100% : 19 d'entre eux ont déjà rejoint nos équipes. De plus, il importe d'évoquer les soutiens multiformes apportés à l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville, parmi lesquels on peut citer : l'appui au master de Génie pétrolier, les sessions de formations dispensées par Total Professeurs Associés, le financement de la documentation et des séjours de recherche au profit des candidats au concours d'agrégation (CAMES) 2013, la réhabilitation des infrastructures, etc. La mise en place et le fonctionnement du Centre culturel Jean-Baptiste-Taty-Loutard à Pointe-Noire participe à l'expression de cette priorité qui tient à développer l'éveil des jeunes comme à susciter leur intérêt pour la lecture...

Un exemple récent, en matière de santé : nous avons fait procéder à la remise officielle, le 2 décembre dernier, sous le patronage du ministre de la Santé et de la Population, de l'extension du laboratoire du centre de traitement ambulatoire de Brazzaville et la remise d'une PCR (Polymerase Chain Reaction), équipement pointu, permettant le dépistage précoce du VIH chez les nouveaux-nés de mères séropositives. Total E&P Congo finance la recherche médicale sur le paludisme et les maladies diarrhéiques par son soutien à la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM). En partenariat avec l'UNPA, nous faisons construire un centre d'appareillage, de rééducation et fabrication de tricycles et apportons notre appui à la réinsertion socio-économique des personnes présentant un syndrome post-poliomyélique...

Total E&P Congo est l'un des initiateurs et des principaux contributeurs de l'Association Pointe-Noire Industrielle pour l'émergence d'un tissu de PME-PMI viables. Il est aussi fortement impliqué dans le projet villages du Millénaire, tendant à favoriser l'accès à la santé, à l'eau potable, à l'énergie (éclairage solaire) dans les zones rurales... notamment en partenariat avec le Pnud dans les villages de Tandou Mboma et Tandou Binzenze. Nous allons, très prochainement, faire démarrer la construction du nouveau musée Mâ loango, à Diosso.

Toutes ces actions s'inscrivent dans notre contribution au développement social et économique du pays, tout en accompagnant nos opérations et en sous-tendant notre acceptabilité.

Vous avez initié en octobre 2010 une démarche dite de « contenu local ». Que vise-t-elle et comment s'articule cette politique ?

Le contenu local vise :

- à développer la part locale de fabrication et de services dans nos projets industriels ;
- à favoriser l'emploi et la sous-traitance, par la création d'emplois directs et indirects via le recrutement des ressources locales ;
- à favoriser l'accès à la formation et l'accompagnement des entreprises locales, via le renforcement des capacités locales ;
- à améliorer les capacités de production du pays.

Compte tenu de l'importance et de l'ampleur du sujet, nous avons créé en janvier 2013 un département Contenu local au sein de notre division Business Développement. Nous souhaitons au travers de ce département contribuer au développement du tissu industriel local congolais. Nous avons pour cela identifié plusieurs axes d'actions à mettre en œuvre.

Dans le cadre de notre démarche de renforcement des capacités locales, nous avons organisé la semaine dernière une mission économique qui a permis à une trentaine d'entreprises congolaises de rencontrer des entreprises françaises en vue de créer des partenariats.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA



WELDTec GROUP

« Tout ce que nous Assemblons et Inspectons, nous lie durablement »

- ✓ Ingénierie Soudage
- ✓ Distributeur Officiel Produits Miller
- ✓ Contrôles Non Destructifs
- ✓ Essais Mécaniques et destructifs
- ✓ Inspection Levage, appareils à pression



WWW.WELDTecGROUP.COM

BP 4546 Pointe-Noire, République du Congo
Tél: (242) 056620000/055572133 contact@weldtecgroup.com www.weldtecgroup.com



Les Professionnels de la location du personnel en mer

Immeuble CNSS / 3^{ème} étage - Appt. 304

RCCM2005B 877 NUI n° M2006110000236109

BP 5357

Tél. : 00 (242) 01 444 43 33 / 05 553 19 65

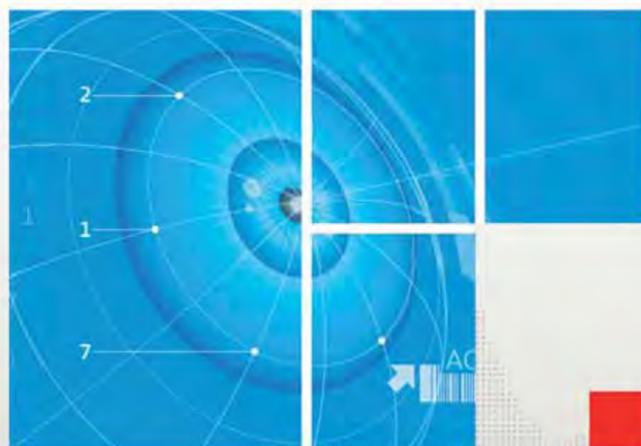
email : watoils99@yahoo.fr

Pointe-Noire - République du Congo

UNE SOLUTION POUR
SÉCURISER L'EXPLOITATION
OFFSHORE ET ONSHORE

SecuRitz
Sécurité Contrôle Surveillance

LA SÉCURITÉ PERSONNALISÉE



AVENUE CHARLES FOUCAULT
derrière l'Ambassade de la
Belgique, Brazzaville-CONGO
Tél.: 00(242) 06 690 92 97
www.securitz-online.com

**SÉCURITÉ
CONTROLE
SURVEILLANCE**

AOGC : un plan stratégique sur 5 ans (P5A) pour s'affirmer

Œuvrant tant dans l'amont que l'aval pétrolier, le groupe Africa Oil & Gas Corporation (AOGC) a célébré l'année dernière (2013) ses dix ans d'existence. Il regroupe en son sein principalement les sociétés Afric' en tant que filiale de distribution des hydrocarbures, et GPL SA pour le conditionnement et la commercialisation du gaz de pétrole liquéfié. S'appuyant sur un diagnostic stratégique, financier et opérationnel, ce groupe est en cours d'exécution d'un plan quinquennal de développement.

Créé en 2003, l'AOGC opère depuis l'année 2005 sur le champ pétrolier onshore de la Pointe-Indienne. Ce qui lui confère le statut d'opérateur, aussi minime soit-il, et donc de membre de l'Association des opérateurs pétroliers du Congo (AOPC). Le Groupe se porte plutôt bien du fait des performances économiques de ses filiales, notamment grâce à la mise en opération de sa filiale distribution, et de sa croissance toujours à la hausse en valeur ajoutée. De ce fait, l'AOGC ambitionne d'assumer la place de leader national de la distribution des produits pétroliers, et mieux, de faire son entrée sur la place boursière d'Afrique centrale (Douala ou Libreville).

Pour atteindre ces objectifs, la direction générale de l'AOGC s'est dotée d'un plan stratégique sur cinq ans (à partir de 2013) dénommé P5A. Il s'agit entre autres de « structurer le Groupe et de déployer le nouveau mode opératoire issu de l'atelier de réflexion stratégique. Au niveau des filiales, il faut refondre l'organisation et le fonctionnement interne conformément aux objectifs politiques et stratégiques définis au niveau du Groupe », précise M. Pierre Narcisse Loufoua, directeur général de l'AOGC.

Afric' pour une large distribution des hydrocarbures

Depuis 2011, la filiale Afric' est venue élargir les activités du Groupe AOGC, dans un secteur dit marketeur jusque-là occupé et dominé uniquement par des sociétés étrangères. Il a réussi à se frayer un chemin dans

le circuit de distribution, derrière Total Distribution, Puma et X-Oil.

Mais dans ce contexte de concurrence, il est impératif pour le nouveau venu sur le marché de la distribution des hydrocarbures d'être imaginatif pour trouver de nouvelles niches de croissance. Ainsi, en adéquation avec son P5A, Afric' exécute actuellement un programme de développement de son réseau de distribution sur l'ensemble du territoire national, avec l'ambition de s'étendre dans la sous-région. Un challenge. Pour ce faire, Afric' se propose de créer un nouveau concept de station-service, tant dans le domaine des produits que des services. Il s'agit de penser à un nouveau business model, dont le fondement repose sur l'idée qu'il est essentiel pour Afric' de construire des axes de différenciation forts, en proposant une palette

d'activités et de services spécialement adaptés aux besoins et aux attentes des clients.

En attendant l'aboutissement de son programme en cours de réalisation, Afric' occupe le quatrième rang des distributeurs. Avec en toile de fond un service de qualité et la quête permanente de l'excellence, la satisfaction du client et le respect de l'environnement aime à dire son directeur général.

GPL SA : rendre le gaz disponible dans tout le pays

« GPL SA est déterminé à faire que le gaz de cuisine soit à la portée de tous les ménages congolais. Nous allons ainsi contribuer à la conservation du bois des forêts exploitées comme source d'énergie afin de nous intégrer dans la dynamique du développement durable. Nous irons ensuite à la conquête du

marché sous-régional », explique son directeur général adjoint, M. Maurice Mavoungou. Créée sur les cendres des installations techniques de Hydro-Congo (une entreprise d'Etat liquidée), la société GPL SA est une filiale du Groupe AOGC. Elle est spécialisée depuis 2002 dans le conditionnement et la commercialisation du gaz de pétrole liquéfié. Du gaz provenant de l'achat de la totalité de la production de la Coraf et d'une partie importée de l'étranger.

GPL SA dispose d'une capacité de stockage d'environ 575 tonnes de gaz liquéfié à Pointe-Noire, où une partie du produit est mise en bouteille. Un autre dépôt est situé à Brazzaville, où le produit est acheminé par wagons citernes butanier, pour la desserte de la capitale et du marché nord Congo. La société détient un parc de 9 wagons-citernes pour une capacité de transport d'un peu plus de 280 tonnes de gaz liquéfié.

Mais la production de GPL SA est encore loin de satisfaire la demande nationale, même si la situation s'est considérablement améliorée depuis trois ans. Et pour cause, la capacité de traction du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) ne permet pas d'acheminer le gaz à Brazzaville au rythme voulu. Heureusement, la construction de la route Pointe-Noire Brazzaville permet aussi d'évacuer le produit par voie terrestre.

GPL SA a récemment restauré ses installations techniques pour augmenter ses performances de mise en bouteille. De 2 200 tonnes à sa création (2002), les volumes de ventes sont passés à environ 12 000 tonnes/an l'année dernière.

En perspectives, GPL SA entend agrandir ses installations de Pointe-Noire sur un nouveau site. Un contrat de bail y afférent avait déjà été signé avec le Port autonome de Pointe-Noire. Ce qui permettrait à GPL SA d'avoir à l'horizon 2015 une capacité de distribution d'environ 50 000 tonnes. Et d'envisager la conquête du marché sous-régional.

JEAN DE LA HAUTE



LASSARAT CONGO

PEINTURE ET REVETEMENTS SUR SITE

Décapage par projection d'abrasif
Grenailage de sol
Décapage Ultra Haute Pression
Revêtements anticorrosion
Protection passive incendie

ECHAFFAUDAGE

OFFSHORE

Plates-Formes, FPSO, Navires

INDUSTRIES

Raffinerie, terminaux gaziers, réservoirs, cuves,

LASSARAT Congo
Avenue du Havre
BP 571, Pointe Noire
Tél : +242 06 662 64 21

www.lassarat.com

K-CHIMIE
LA CHIMIE AU SERVICE DES HOMMES

TRAITEMENTS CURATIFS ET PREVENTIFS DES CIRCUITS HYDRAULIQUES (chaudières, circuits, échangeurs, capacité...)
MONITORING CORROSION INTRUSIF ON/OFFSHORE SUR OUTIL MECANIQUE ET HYDRAULIQUE
DISTRIBUTION DE PRODUITS CHIMIQUES
LABORATOIRE D'ANALYSES

K-CHIMIE : BP 5208 Pointe-Noire - RÉPUBLIQUE DU CONGO - Tél : (242) 05 558 42 98 / Cell : 06 632 02 53 / E-mail : k-chimie@yattoo.com

SNPC : devenir un acteur majeur du secteur pétrolier

La direction de la SNPC exécute depuis 2012 un plan stratégique triennal (2012-2014) qui devrait lui permettre d'avoir un meilleur contrôle des opérations d'exploration et d'exploitation. Pour finalement devenir l'un des principaux acteurs du secteur.

Définie comme un Etablissement public à caractère industriel et commercial, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) est l'outil technique de l'Etat congolais sur le secteur des hydrocarbures, de l'amont jusqu'à l'aval. L'entreprise créée il y a une quinzaine d'années, a l'ambition de devenir un acteur majeur de l'industrie pétrolière au Congo : de la recherche à la commercialisation, en passant par la production, le transport, la transformation et la distribution des hydrocarbures liquides et gazeux. D'où ses nombreuses filiales...

La SNPC est administrée par un conseil d'administration qui trace la politique

générale de l'entreprise. Et sur le plan pratique, elle est dirigée par un directoire. Ce dernier comprend : un directeur général président du directoire, un DG adjoint chargé de l'amont pétrolier, un DG adjoint chargé de l'aval et un DG adjoint en charge des questions financières et comptables. Pour atteindre cet objectif de devenir acteur majeur au niveau local, la SNPC multiplie les partenariats avec des sociétés publiques et privées plus outillées, notamment en s'associant avec les ténors locaux (Total, ENI, Chevron, etc.) sur quasiment tous les permis. Ici apparaît non pas seulement un objectif financier, mais aussi la volonté de la SNPC de faire bénéficier à ses cadres et



Le siège de la SNPC à Brazzaville.

ingénieurs, la technicité nécessaire à travers le compagnonnage ou leur immersion dans les entreprises multinationales.

Cette volonté de développer des synergies a conduit la direction de la SNPC à diversifier ses partenaires. C'est ainsi que des partenariats ont été signés les sociétés ivoiriennes PETROCI et SIR (même si ce pays n'a qu'une modeste production de 50 000 barils/jour), avec le nigérian MRS.

en gaz ne dépend principalement que du champ pétrolier de Mboundi, opéré par ENI Congo. Sur ce permis, la SNPC s'est associée avec des sociétés dont l'expertise est avérée en la matière, notamment l'italien ENI et le sud-africain New Age.

La Fondation SNPC pour la responsabilité sociétale

Bien qu'étant une société d'état, la SNPC se veut être une entreprise réellement citoyenne, attentive à l'environnement dans lequel elle opère. C'est ainsi que sa direction a créé en 2002 la Fondation SNPC. Elle répond aux nombreuses sollicitations d'aide et/ou d'assistance matérielle et financière formulées par des institutions publiques, des associations socioculturelles, ou encore des sollicitations des personnes indigentes. Très concrètement, la Fondation SNPC s'implique dans la réalisation de nombreux projets d'intérêt public, en matière de santé, de l'éducation ou de lutte contre la pauvreté en général.

JEAN DE LA HAUTE

Congo
Economie

PETRO KOUILOU
Recherche et Exploitation Pétrolière

Optimisation des réserves dans le respect de l'environnement

PETRO KOUILOU
Quartier Ndjinji - Rue Tchionga
Arrondissement No 1 - BP 1753
Pointe Noire - République du Congo
(+242) 05 594 21 40 / (+242) 05 530 15 96

Coraf : le challenge de la quantité et la qualité des produits

Ces dernières années, la Coraf s'est engagée dans un processus de renouvellement de ses installations techniques de production de base. Objectif : satisfaire la demande nationale en quantité et qualité de produits avec, à termes, la volonté de s'attaquer au marché de la sous-région.

Au cours des années 70, le Congo venait d'accéder au rang de pays pétrolier avec la mise en production du gisement Emeraude. Les autorités politiques avaient alors compris la nécessité d'assurer l'indépendance énergétique du pays en investissant dans l'aval pétrolier. C'est ainsi que le président Marien Ngouabi lançait le projet de construction d'une raffinerie nationale de pétrole le 7 juillet 1972.

Mais, pour des raisons diverses, le projet mettra plus de dix ans à voir le jour. Après le règlement de plusieurs différends avec les partenaires techniques, les travaux de construction de l'usine reprennent et, le 11 décembre 1982, le président Denis Sassou-Nguesso inaugure la raffinerie. C'est une société mixte dont l'exploitation et la gestion sont confiées à Hydro-Congo (la société nationale des hydrocarbures) et au groupe pétrolier français Elf, qui détient

respectivement 60% et 40% du capital. Après une quinzaine d'années de fonctionnement sans problème, la Coraf a connu une période d'arrêt total de ses activités de 1997 à 2002. Des problèmes structurels et financiers ont entraîné une rupture de son approvisionnement en pétrole brut... C'est donc seulement au début de la décennie 2000 que la Coraf reprend ses activités, à la suite de la reprise de ses actifs par le Groupe SNPC. La Coraf est donc actuellement une filiale à 100% SNPC. Il traite du brut provenant en majeure partie du terminal de Djéno.

Avec un capital de 20 milliards de FCA, la Coraf a une capacité technique de traitement d'un million de tonnes de brut

par an. Naturellement, la production qui en sort est largement insuffisante pour le marché national.

Redynamisation des facteurs de production

Depuis bientôt six ans (2007), la Coraf s'est engagée dans un processus de renouvellement de ses installations techniques de production de base. 20 milliards de FCA ont été investis dans des équipements techniques et des travaux de maintenance exécutés entre 2007 et 2009. Les résultats de cette redynamisation des facteurs de production se sont traduits par la diversification des produits : gaz butane, de super carburant (sans plomb) du jet, et du

gazole moteur. Une production encore loin de satisfaire la demande nationale... Mais l'objectif à atteindre en termes de production est de satisfaire la demande nationale qui est d'un peu plus de 500 000 tonnes métriques de produits raffinés, surtout des produits légers qui ont une meilleure valeur ajoutée... En attendant, le pays importe encore certains produits raffinés pour compléter la production de la Coraf.

Une deuxième raffinerie nationale ?

La République du Congo et le Groupe Shandong Landbridge de Chine ont signé le 30 mars 2012 un protocole d'accord, en vue de la construction d'une raffinerie de grande capacité. Au terme de cet accord, un espace en bord de mer dans la zone économique spéciale de Pointe-Noire sera affecté à ce projet pour la construction de la nouvelle raffinerie. C'est donc quasiment à côté de l'actuelle Coraf. Va-t-on aller vers l'intégration de ces deux entités ? Des entités à part ?

La question est encore en suspens. « Le Congo s'engage à se doter d'installations de raffinage performantes et modernes, afin de renforcer et d'augmenter ses capacités de transformation du pétrole brut pour répondre à un besoin croissant en produits raffinés », avait déclaré à cette occasion le ministre Pierre Moussa, coordonnateur du pôle économique, ministre de l'Economie, du Plan, de l'Aménagement du territoire et de l'Intégration.

JEAN DE LA HAUTE

SERVTEC - CONGO
Membre du Groupe SERVTEC INTERNATIONAL
www.servtec-international.com
143 Avenue Moe Vangoula - BP 595 Pointe-Noire et Brazzaville
servtec@servtec-congo.com
Tél : (+242) 22 994 12 30 - 05 777 77 63 - 06 660 43 04

SERVICES & SOLUTIONS

RESSOURCES HUMAINES
Personnel Expatrié et Local
Energie, Pétrole, Mines, BTP,
Maritime et Industrie

GESTION GLOBALE DE CHANTIERS
Recrutement, Transport, formation
Gestion du personnel & Catering

FORMATION
Sauveteur Secouriste du Travail, OPITO BOSIET/HUET
Lutte Incendie • Survie en mer BST stcw 95
Conduite préventive

PRÉVENTION & APPUI-LUTTE INCENDIE
Sapeurs-Pompiers - Assistance 24/7 - Audit technique
Extincteurs/RIA/Détecteurs de fumées...

GESTION DE LA QUALITÉ
ISO - 9001/2008 • ISO - 14001/2004 • OHSAS 18001

SCLOG

Société Commune de LOGistique

LE COEUR
DE LA LOGISTIQUE
PETROLIERE AVAL

STOCKAGE ET TRANSPORT MASSIF DES HYDROCARBURES LIQUIDES

Siège social :

Dépôt de Mpila, avenue Félix Eboué
BP : 14522 Brazzaville Rép. Du Congo
Adresse mail : secdg@sclog-congo.com
Site : www.sclog-congo.com
Téléphone : 00 (242) 06 660 45 00
Fax : 00 (242) 22 281 08 23

Nos Partenaires



ENTRETIEN AVEC

Frederik De Vos, directeur général de la Société commune de logistique

« La consommation des produits pétroliers est un bon indicateur pour mesurer l'évolution de l'économie du pays »

Quel est le rôle dévolu à la Société commune de logistique dans le secteur de l'aval pétrolier au Congo ?

Créée en 2002 à la suite de la privatisation de Hydro Congo, la Société commune de logistique (SCLOG) a pour mission le stockage et le transport primaire des carburants. Son objectif est de mettre des produits pétroliers, sur l'ensemble du territoire congolais, à la disposition de tous les marketeurs aux mêmes tarifs et avec une facilité d'accès identique, tout en mettant en place des règles internationales de gestion. C'est devenu un exemple de partenariat public-privé puisqu'elle rassemble en son sein l'ensemble des compagnies tant publiques, pour ne citer que la Société nationale des pétroles du Congo, que privées tels que Total Congo, Puma, X Oil et Africa Oil & Gas Corporation (AOGC)...

Dans cette joint-venture, les acteurs de l'aval assument ensemble une fonction qui va au-delà d'un simple rôle économique : celle de garantir l'accessibilité aux produits pétroliers pour les compagnies.

Qu'est-ce qui a suscité auprès de ces différents acteurs, qui ont une forte culture de la concurrence, l'intérêt de créer cette joint-venture ?

Fondamentalement, il y a eu cette volonté de mutualiser les moyens logistiques. Une volonté qui intègre en elle-même la question économique. Il n'est pas opportun pour chaque pétrolier de posséder lui-même ses dépôts, ses wagons car cela coûterait trop cher. L'optimisation de ces moyens par la Société commune de logistique permet de mettre les produits pétroliers à moindres coûts à la disposition des utilisateurs finaux que sont les populations et les opérateurs économiques, ainsi que de garantir la qualité de service et l'équité.

Si la SCLOG a un intérêt évident pour les pétroliers, qu'en est-il pour le Congo ?

Le Congo d'aujourd'hui n'est plus le même que celui de 2002. Le pays n'est pas seulement en constante évolution mais aussi en forte croissance. Il nous faut accompagner ce mouvement.

Il y a cinq ans, les volumes des produits pétroliers étaient consommés essentiellement dans les deux grandes villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire. Ces agglomérations représentaient, en

Détaché de Total Outre-mer, Frederik De Vos est le directeur général de la SCLOG. Un exemple de partenariat public-privé qui réunit l'ensemble des acteurs du secteur de l'aval pétrolier. Dans cet entretien, il nous relate le rôle et l'importance de cette joint-venture.



à augmenter les capacités de nos dépôts partout dans le pays, non seulement en termes de stockage mais aussi en capacité de chargement et à prévoir des moyens logistiques supplémentaires.

Nous mesurons très bien l'impact qu'aura l'achèvement de la route qui relie Pointe-Noire à Brazzaville. Cette infrastructure va profondément changer la pratique de la gestion logistique dans le pays avec l'allègement du CFCO. La Société commune de logistique devra s'adapter à cette mutation.

Nous devons également anticiper les projets miniers et industriels qui se profilent au sud du pays avec l'exploitation des gisements de fer de Mayoko et de Zanaga ou les projets de cimenterie qui auront un impact important sur les besoins en carburant. La SCLOG doit en tenir compte pour accompagner nos marketeurs dans la mise à disposition des produits pétroliers auprès de ces opérateurs.

Devant de telles perspectives, que prévoyez-vous pour vos collaborateurs comme formation pour accompagner cette mutation ?

La logistique pétrolière est un métier particulier. Aujourd'hui, nous pouvons compter sur l'expertise de nos partenaires et nos actionnaires pour assurer cette formation auprès de nos 130 employés. Cela permettra à la SCLOG de garder son indépendance pour préserver une saine compétition au bénéfice des consommateurs finaux.

compagner l'évolution de cette consommation des produits pétroliers dans l'hinterland. Ce qui nous amène aujourd'hui

2008, 95% des volumes. Aujourd'hui, elles sont à 80%. La forte croissance de l'hinterland en est la principale raison malgré le fait que ces zones soient plus complexes et plus coûteuses à desservir. Les infrastructures en installations, principalement dans la partie septentrionale, dopent cette croissance. Aujourd'hui, globalement, tous produits confondus, nous tablons sur une prévision de 845 000 m³ en 2013 contre 600 000 m³ en 2008. En cinq années, c'est une croissance de quelque 40%, ce qui n'est pas négligeable au niveau du pays. Cette croissance de consommation est un bon indicateur pour mesurer le développement de l'économie du pays.

Quelles sont vos perspectives à la lecture de cette évolution de l'économie congolaise ?

Le Congo va continuer de progresser. La Société commune de logistique doit ac-



PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN CLOTAIRE HYMBOUD

ENTRETIEN AVEC

Alexis Thelemaque, directeur général de Total Congo SA

« Le développement des offres de qualité est à la base du leadership de Total Congo sur la distribution des produits pétroliers »

Comment expliquez-vous la position de leader de Total Congo parmi les distributeurs des produits pétroliers ?

Le développement de notre réseau de façon permanente est ce qui a marqué les onze ans de notre existence au Congo. Avec un investissement de plus de 20 milliards de FCFA sur la période, nous avons rénové, modernisé et créé des stations sur l'ensemble du territoire national. Présentement, le réseau Total est le premier par son nombre et par sa couverture géographique, avec 37 stations réparties dans l'ensemble du pays.

Au-delà de ces investissements sur les infrastructures du réseau, nous avons mis en œuvre le programme « jeunes gérants » qui est une spécificité de Total en Afrique. Nous identifions, à travers ce programme, des jeunes sans grande qualification mais ayant un potentiel que nous formons d'abord comme pompistes avant de les faire évoluer. Au bout de ce parcours, certains sont nommés gérants puis bénéficient d'un financement de l'entreprise. Ce programme nous permet de confier nos stations à des gérants bien formés, eux qui, avec leurs équipes, sont au contact du client final.

En sus de ces infrastructures et des hommes, nous développons des offres de qualité pour nos clients. Les lubrifiants Quartz qui sont reconnus par nos clients comme des produits de grande qualité en sont un exemple. De même que ceux-ci apprécient nos offres de service en

Après des expériences africaines au Ghana et au Kenya et une vingtaine d'années au sein du groupe énergétique Total, Alexis Thelemaque officie actuellement comme directeur général de Total Congo SA. Dans cet entretien, il s'exprime sur cette entreprise leader dans le secteur de la distribution des produits pétroliers.

boutique, en entretien automobile et en lavage. Des offres qui portent aussi sur les cartes pétrolières destinées aux gestionnaires des flottes automobiles et qui facilitent la gestion de leur budget carburant.

En sus de son réseau de station-service, Total Congo distribue des carburants et des lubrifiants aux clients industriels, aux administrations, aux entreprises de travaux publics et autres clients professionnels.

Que devriez-vous développer de nouveau pour maintenir cette position de leader ?

Le marché des produits pétroliers au Congo est très dynamique grâce aux

investissements que le pays est en train de faire pour développer des infrastructures avec de nombreux chantiers routiers. Avec ce dynamisme de l'économie congolaise, la consommation des produits pétroliers va continuer à évoluer pour soutenir les activités de transport de personnes et des marchandises.

Dans cette perspective, Total Congo, qui a distribué quelque 240 millions de litres de produits pétroliers en 2013, va continuer à investir et à développer de nouvelles offres de produits et de services afin de satisfaire ses clients. Parmi ces services, on peut par exemple citer la récupération et le traitement des huiles usées dans nos stations et auprès de nos clients professionnels, les outils de gestion de flotte ou encore d'analyse des lubrifiants.

Vos offres se limiteront-elles à la distribution des produits pétroliers ?

Nous sommes un groupe énergétique. Et comme tel, au-delà du carburant, Total Congo considère que son rôle est de favoriser l'accès à l'énergie. A ce titre, nous allons lancer dans un proche avenir une offre de produits solaires à destination des populations qui ne sont pas encore connectées au réseau électrique.

Hormis cet engagement sociétal, qu'apporte votre entreprise dans le développement local des contrées où vous êtes installés ?

Nous soutenons déjà, à travers nos investissements et nos stations installées partout dans le pays, le développement

socio-économique des populations. Nous faisons travailler les entreprises locales pour la construction de nos infrastructures, nous donnons l'accès aux produits pétroliers, ce qui soutient l'activité économique aux locaux et favorise la création d'emplois liés à cette activité. Total Congo, c'est une soixantaine de salariés et environ 500 emplois liés à nos activités.

Ensuite, Total Congo est engagé dans des projets sociétaux tournés autour de deux thèmes principaux : le premier est la santé, à travers la lutte contre le paludisme et le sida, et le soutien d'une association (Action de solidarité internationale) qui prend en charge les jeunes filles vulnérables en situation de précarité à Brazzaville.

Le second thème est celui de la sécurité routière, très important pour notre entreprise. Nos produits ont un lien direct avec la mobilité. C'est à ce titre que nous avons récemment déployé, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, un programme dénommé « En route pour ta sécurité » avec l'objectif de former 20 000 enfants à la prévention routière dans les localités dans lesquelles nous sommes implantés. Dans le cadre de ce programme, nous fournissons du matériel pédagogique pour une mise en œuvre dans les classes par les enseignants.

Pour une entreprise qui utilise quotidiennement des véhicules pour livrer le carburant dans l'ensemble du pays, et qui contribue au développement des transports dans le pays, nous ne pouvions que mettre en place ce programme de prévention routière pour nos enfants.

« Nous faisons travailler les entreprises locales pour la construction de nos infrastructures, et favorisons ainsi la création d'emplois liés à cette activité. »

ETRADIS

Entreprise des Travaux Divers et de Services

- Mise à disposition du personnel ON / OFF SHORE, MINES SOLIDES
- Services Pétroliers (Filtration)
- Entretien des locaux
- Travaux de peinture et de gardiennage
- Entretien des espaces verts
- Import-Export
- Génie Civil et Bâtiment (agrée par l'Etat)
- Travaux divers



Mr Jean-Pierre BOUMBA
Gérant-Directeur

Immeuble MAKOSSO TCHIAPI, Face SPORAFRIC - Rond Point KASSAÏ

BP : 5106 Pointe-Noire - République du Congo

Tél./Fax : (242) 22 294 29 65 - Portable (242) 05 557 23 17 - E-mail : etradiscongo@yafoto.com

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN CLOTAIRE HYMBOD



Total

MARKETING & SERVICES
AU CONGO

Siège social :

Rue de la Corniche - BP 1037 -
BRAZZAVILLE
Tél : 00 242 06 660 65 26

Agence Pointe - Noire :

Entre le Boulevard Félix EBOUE
et la rue Massadi, à l'entrée du
port autonome - POINTE-NOIRE
Tél : 00 242 06 660 65 27

Agence Dolisie :

Avenue de la République,
Face Eglise Saint-Paul - DOLISIE
Tél : 00 242 05 538 40 54

Agence Oyo :

Dépôt SCLOG - OYO
Tél : 00 242 05 551 78 99

www.totalcongo.com

contact@totalcongo.com

UN NOUVEAU DÉPART

Dolisie la coquette : la renaissance économique

Appelée encore capitale de l'or vert, cité de l'industrie du bois jadis florissante, la ville de Dolisie est en train de renaître. Profitant de la construction de la nouvelle route de Pointe-Noire, Dol, comme l'appellent affectueusement ses habitants, connaît un regain d'activités économiques. La période de crise sociopolitique et économique de la décennie 90 et début 2000 qui avait occasionné le déclin de son économie n'est plus qu'un souvenir.

En cette période de début de saison des pluies, la ville de Dolisie, créée en 1934 (du nom d'Albert Dolisie, un compagnon de l'explorateur Pierre Savorgnan De Brazza), présente l'aspect d'un grand jardin public, avec ses flamboyants en fleurs qui jalonnent les artères du centre-ville, où les constructions d'une architecture coloniale lui donnent plutôt l'aspect d'un bourg calme. Les températures constamment au-dessus de 25° occasionnent souvent des précipitations abondantes, et le sol rouge argileux de la ville, favorable à l'agriculture, est boueux en saison de pluie et poussiéreux en saison sèche.

L'ouverture, en décembre 2011, du tronçon de la route qui la relie à Pointe-Noire a fait du chef-lieu de département du Niari quasiment une banlieue de la capitale économique. 160 kilomètres à parcourir sur une belle route qui voit l'alternance de reliefs montagneux et d'une végétation de forêt et de savane. Actuellement, Dolisie se modernise.

Il y a une amorce d'un développement boosté par le programme de la municipalisation accélérée, qui a mis en place les infrastructures de base : construction d'un nouvel aéroport, réfection des infrastructures hospitalières, sportives, de l'eau et de l'électricité etc. La ville ne connaît que rarement les délestages d'électricité et l'eau coule presque en permanence du robinet. Ainsi, des projets économiques commencent à voir le jour. Un nouveau départ, avec entre autres, au niveau du secteur privé, la mise en route d'une nouvelle cimenterie, la relance de certaines unités industrielles telles que la Fonderie du Congo ou encore l'ouverture imminente de la Société nouvelle de fer du Congo, sans oublier, les activités de l'industrie du bois, avec les forêts de ce département où les sociétés chinoises exploitent le kambala, l'okoumé, le limba et l'acajou. Ça et là, d'autres projets sont en cours de réalisation. « La terre argileuse qui recouvre la totalité du territoire de la



commune de Dolisie possède des propriétés intéressantes pour la fabrication des matériaux de bâtiment et des matériaux destinés à l'aménagement des chaussées et systèmes d'assainissement préfabriqués, carreaux, briques, tuiles... », affirme un spécialiste

Dolisie, futur grand centre économique ?

Depuis l'ouverture de la route, Dolisie connaît un incessant ballet de conteneurs entre Pointe-Noire et Brazzaville. Un important trafic de marchandises qui favorise le développement des activités de transit et de logistique. Le Conseil congolais des chargeurs y a d'ailleurs installé une base logistique au service des transporteurs et convoyeurs de biens et marchandises par route ou par rail.

Toutes les conditions sont réunies ou sont en voie de l'être pour que Dolisie devienne un important hub économique du pays, affirme Jean Mbanzi, géo-économiste. « De par sa situation géographique, Dolisie est une ville "frontière" entre trois pays : le Gabon à l'ouest à près de 250 km, l'enclave du Cabinda (en Angola) au sud-est à 50 km à peine et la République Démocratique du Congo. Déjà au niveau de la CEEAC se dessine la construction de la route partant de Ndende (Gabon) jusqu'à Dolisie (225 km). Elle permettra de relier Libreville au corridor Pointe-Noire-Brazzaville via Dolisie. C'est donc une situation privilégiée d'activités de fluidification des échanges internationaux, notamment avec le projet de construction de ports secs tant à Ndendé qu'à Dolisie. Par ailleurs, avec l'exploitation imminente des gisements de fer de Mayoko, la ville de Dolisie qui est la "sortie naturelle du Niari forestier" connaîtra un boom économique indéniable dans les toutes prochaines années, avec le regain d'activités



La route Pointe-Noire, ouverte en décembre 2011.

économiques prévisibles », affirme Jean Mbanzi. Et ce n'est pas tout ; Dolisie se trouve à quelques encablures de Nkayi, cité sucrière dans la Bouenza, qui est le grenier du Congo.

Où sortir, que voir à Dolisie ?

Les maisons du centre-ville, de style colonial ne sont pas les seuls attraits de Dolisie. Quasiment entourée de montagnes, c'est une ville dont le climat est agréable, où la forêt du Mayombe distille le parfum de ses multiples essences végétales.

Aux environs de la ville, on peut visiter « l'arbre de Brazza », un énorme baobab recouvert d'inscription du XIX^e siècle. C'est un point de repère de la piste des caravanes, reliant la côte atlantique à Brazzaville et qu'empruntaient les missions colonisatrices. C'est aussi autour de la ville que le touriste peut s'émerveiller devant la beauté du lac Bleu, ou encore du lac Thomas. Quant aux chasseurs de gros gibiers, il faut un véhicule 4x4 pour rejoindre les réserves de faunes du Mont Fouari, de Tsoulou et les abords du fleuve Niari, où on peut s'adonner à la pêche aux crevettes d'eau douce. Une curiosité !

Les grottes et falaises de Passi-passi à louvakou près de Dolisie et les chutes de Dimani un peu plus loin vers Divénié sont une autre curiosité de la région. Quant aux gourmets, quasiment tous les restaurants de la ville proposent des recettes de viande de chasse : de l'antilope, du pangolin, des petits rongeurs, etc. Pour les noctambules, les discothèques et boîtes de nuit sont légion. Il



Un nouvel aéroport pour Dolisie.

suffit de héler un taximan et vous êtes conduits dans les points les plus chauds de la ville, où la bière coule à flots. Ce n'est pas un hasard si les Brasseries du Congo ont construit à Dolisie un grand dépôt, pour mieux

desservir la ville et la contrée... Dolisie la coquette renaît avec le dynamisme de ses plus de 100 000 habitants !

JEAN BANZOUZI MALONGA



BLUEBIZ

La façon la plus simple de récompenser votre entreprise

BlueBiz est le programme d'Air France et KLM exclusivement dédié aux entreprises. Profitez dès à présent de l'inscription gratuite en prévision de vos prochains voyages et cumulez des Blue Credits pour réserver vos billets Prime.

- | | |
|---------|---|
| Étape 1 | Inscrivez votre entreprise sur www.airfrance.com - sélectionnez votre pays de résidence. |
| Étape 2 | Indiquez votre numéro BlueBiz à chaque réservation. |
| Étape 3 | Cumulez suffisamment de Blue Credits et réservez votre billet prime ! |

Inscrivez-vous gratuitement sur airfrance.com ou flashez ce code avec votre smartphone



AIRFRANCE KLM

Ghana, le bon élève



Deuxième puissance économique de l'Afrique de l'Ouest, le Ghana, avec une politique volontariste, fait figure de pôle de stabilité tant sur le plan politique qu'économique. Sa croissance économique reste soutenue, les perspectives de production d'or noir sont très positives... Et le pays a même été cité comme étant un modèle de démocratie par le président américain Obama !

Après le décès du président en exercice John Evans Atta Mills, le pays a élu son nouveau président, John Mahama, le 7 janvier 2013 : le Ghana applique une alternance politique sans heurts depuis une vingtaine d'années. Ou presque. En août dernier, le rejet par la Cour suprême de la contestation pour fraude électorale déposée par le principal leader d'opposition n'a pas provoqué d'incidents majeurs. John Mahama a hérité d'une situation économique favorable : sa forte croissance, due pour l'essentiel à sa production de pétrole, favorise la création d'emplois, le recul de la pauvreté, l'industrialisation, le développement des infrastructures... Le Ghana est d'ailleurs l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à ne pas faire partie du groupe des pays les moins avancés (PMA). Si la situation est largement perfectible, notamment en matière monétaire (avec un cedi déprécié face au dollar et une inflation qui suit la hausse de la consommation), il n'en demeure pas moins que le pays a affiché une croissance du PIB de plus de 7% en 2012. Les perspectives à moyen terme restent favorables : le taux de croissance devrait atteindre 8% en 2013 et 8,7% en 2014. Les investissements effectués dans les secteurs du gaz et du pétrole, les infrastructures publiques et l'agriculture commerciale tirent cette croissance.

Une industrie minière florissante et attractive

Le pays est devenu l'un des principaux Etats pétroliers de la région. Grâce à la mise en exploitation du gisement off-



shore Jubilee en 2011, la croissance s'est envolée. Le gouvernement mise d'ailleurs dessus pour stimuler la croissance du pays. Pour l'heure, le Ghana peine à produire son objectif initialement fixé à 120 000 b/j. Mais s'il parvient à atteindre son rythme de croisière estimé à 250 000 b/j, il figurera parmi les 50 principaux producteurs mondiaux et pourra tabler sur des revenus annuels situés entre 1 et 2 milliards de dollars. Dans cette perspective, le Ghana a adopté une loi, la *Petroleum revenue management act*, qui prévoit l'affectation et la ventilation des revenus générés par cette industrie. Cela jouera un rôle crucial dans le développement à venir du pays ; il est essentiel qu'il préserve sa stabilité macroéconomique

malgré ce boom pétrolier. Une part non négligeable de ces revenus doit d'ailleurs alimenter des fonds souverains (*Heritage Fund et Stabilisation Fund*). Le Ghana est également l'un des plus importants producteurs d'or du continent, qui reste l'une des principales sources de devises étrangères. L'or continue de peser pour plus de 80% dans la valeur des ressources en minerais du pays. Ce sont au total plus de 500 000 Ghanéens qui travaillent dans le secteur de l'exploitation minière (or et, à plus petite échelle, diamant, argent, manganèse). Mais ils ne sont pas les seuls... En effet, le Ghana a bien des difficultés à lutter contre l'exploitation illicite de ces richesses aurifères ; ses textes de loi sont à ce propos fort clairs

puisqu'ils spécifient que leur exploitation est réservée aux seuls Ghanéens. Pourtant, depuis plusieurs années, les exploitations clandestines chinoises seraient légion. En juin dernier, le pays a expulsé 124 mineurs chinois ; leur nombre serait estimé, sur les sept dernières années, à 50 000.

L'agriculture, un secteur clé

Les chiffres sont parlants : ce secteur représente 39% du PNB, emploie quelque 50% de la population active, soit 4,2 millions de personnes, dont 17% dans le seul domaine du cacao. L'agriculture ghanéenne se caractérise par des exploitations de petites tailles, en moyenne sous les 2 hectares et, de ce fait, d'une faible productivité. Le pays ne parvient pas à assurer son autonomie alimentaire : sa modernisation reste à faire, notamment en ce qui concerne l'irrigation des terres et l'utilisation d'engrais (qui reste l'une des moins importantes de l'Afrique sub-saharienne). Le Ghana doit donc importer une part importante de ses denrées alimentaires. Il y aurait plus d'un million de Ghanéens qui auraient des difficultés à s'approvisionner en ressources alimentaires, dont le tiers provenant de la région du Nord-Ouest. Le marché est dominé par la production d'huile de palme (partagée entre de petites exploitations et des plantations industrielles) et de cacao (2^e producteur mondial). Cette production assure 20% du PIB agricole du pays et 7% du PIB national. La banane est quant à elle le principal produit d'exportation et fait vivre quelque 40 000 personnes. Malgré ces bons résultats, on note toute-

fois quelques faiblesses structurelles dans ce secteur : des insuffisances en ressources humaines, une gestion difficile des ressources naturelles, des manques en ce qui concerne les technologies et les infrastructures, un accès difficile aux services financiers... Pour pallier ces défaillances, le pays cherche à attirer les investisseurs locaux et étrangers, à encourager l'usage de produits phytosanitaires (engrais, pesticides...) et à développer l'irrigation (0,02% de la superficie totale seulement).



fois quelques faiblesses structurelles dans ce secteur : des insuffisances en ressources humaines, une gestion difficile des ressources naturelles, des manques en ce qui concerne les technologies et les infrastructures, un accès difficile aux services financiers... Pour pallier ces défaillances, le pays cherche à attirer les investisseurs locaux et étrangers, à encourager l'usage de produits phytosanitaires (engrais, pesticides...) et à développer l'irrigation (0,02% de la superficie totale seulement).

D'autres secteurs moins développés

Ces activités minières, avec le bâtiment et travaux publics (BTP) ont soutenu le secteur industriel, mais la part du secteur manufacturier dans le PIB a reculé ces vingt dernières années. Afin de faire face aux défis de la modernisation en particulier dans les régions rurales, le Ghana doit se diversifier et développer de nouveaux secteurs économiques pourvoyeurs d'emplois, comme le secteur manufacturier et l'industrie agroalimentaire, pour laquelle il faut installer du matériel moderne. Les services font partie des secteurs prometteurs et pourraient contribuer à soutenir la croissance. Pour l'heure, ces derniers sont tirés par les activités commerciales de réexportation et par le tourisme. Ce développement du tourisme a été alimenté par une multiplication des campagnes promotionnelles en faveur du tourisme individuel et du tourisme de congrès, et par un renforcement de la sécurité, notamment aux alentours de l'aéroport d'Accra et des principaux sites touristiques. Cela dit, la plupart des visiteurs sont des expatriés ghanéens.

Le gouvernement a misé sur la croissance du textile et des technologies de l'information et de la communication (TIC), mais ces efforts ont pour partie échoué. Il en est allé de même pour l'industrie textile locale qui n'a pu faire face à la concurrence en raison de machines obsolètes et de petits volumes de production. Pour permettre la croissance industrielle,



le pays doit accentuer son aide aux petites et moyennes entreprises, en leur permettant d'accéder plus facilement au crédit, en améliorant les télécommunications, les transports et autres services publics, et en luttant contre la corruption.

Des finances publiques à améliorer

Le déficit budgétaire devrait se réduire en 2013. Et ce grâce à la hausse des recettes fiscales provenant du secteur minier, notamment dues à l'exploitation des ressources pétrolières du pays et à l'instauration d'une fiscalité nouvelle sur les bénéfices. Le relèvement des taux d'imposition sur les sociétés (de 25% à 35%) contribue également à accroître les revenus de l'Etat. Le bilan de 2013 pour les exportations devrait progresser sensiblement à la faveur de l'augmentation de la production pétrolière et aurifère (40% des recettes d'exportation) et du niveau élevé des cours qui compensera la baisse attendue des revenus d'exportation de cacao.

En revanche, il est prévu que les importations, notamment celles de biens d'équipements, augmentent plus rapidement que les exportations. Le Ghana peut compter sur les flux d'IDE attirés par les abondantes réserves du pays (or, pétrole et

la Chine). Le dynamisme de l'économie permet toutefois d'être optimiste sur ses capacités à rembourser sa dette extérieure.

Les relations internationales

Le Ghana bénéficie sur la scène internationale d'une image très positive, raison pour laquelle il a été choisi par le Président Obama lors de son premier déplacement en Afrique, en 2009. Le pays s'est engagé depuis plus de vingt-cinq ans dans de nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU (Sierra Leone, Liban, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire...). Il est un promoteur du Nepad (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), un membre actif de la Cedeao, a présidé l'Union africaine... et est également très présent localement. Il a apporté son soutien à la résolution des conflits en Côte d'Ivoire (médiation en 2003 et 2004) et au Libéria, a contribué à apaiser la situation au Togo et a d'ailleurs accueilli de nombreux réfugiés togolais. Le Ghana reste un partenaire politique privilégié du Nigeria. La question de la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire a récemment émergé lors de la découverte de nouveaux gisements pétroliers limitrophes ; mais les deux pays entretiennent de bons rapports et se sont même récemment rapprochés. Du fait de l'environnement sous-régional dans lequel il évolue, le Ghana souhaite également intensifier ses relations avec ses voisins francophones et est désormais membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie. Le pays a condamné le coup d'Etat malien et a envoyé 120 soldats dans le cadre de la Minusma : une implication symbolique, mais réelle.

La stratégie globale du Ghana s'appuie sur le secteur privé comme moteur de la croissance, impulsé par une montée de l'investissement intérieur et étranger. Cependant, bien qu'ayant intégré la catégorie des pays à revenu intermédiaire, le pays doit impérativement développer son marché de l'emploi, réduire encore la pauvreté, renforcer sa croissance économique de manière substantielle, et lutter de façon radicale contre une corruption préoccupante.

KIMIA MOMBOULI

Part des secteurs d'activités dans le PIB (Banque mondiale, 2012)



PIB/hab. : 1 550 €

Taux de croissance : 7,9%

Superficie : 238 537 km²

Capitale : Accra

Monnaie : Cedi

Population : 18,4 millions

INTERNET

Un avenir radieux

C'est en 2007 que le premier sommet Connecter l'Afrique s'est déroulé à Kigali, au Rwanda. En octobre 2013, un nouveau sommet s'est tenu, toujours à Kigali. L'objectif de ce sommet était de faire le point sur les insuffisances des infrastructures et des technologies de l'information et de la communication sur le continent africain (TIC) pour faciliter les connexions. A la question : comment accélérer et surtout innover dans le développement de l'Afrique avec l'utilisation et l'adoption des services à large bande et connexes ? Les gouvernements participant répondaient : il faut tout mettre en œuvre pour connecter les capitales et grandes villes ainsi que les villages aux services TIC large bande.

Un haut débit plus largement partagé

Des progrès significatifs ont été réalisés depuis quelques années, notamment grâce aux raccordements terrestres aux câbles sous-marins ainsi qu'à l'extension des services mobiles nationaux. Les câbles sous-marins permettent désormais un accès haut débit à l'ensemble du continent africain. Cela permet non seulement une meilleure connexion, mais aussi une baisse des tarifs notamment par rapport aux connexions *via* le satellite. Les accès restent plus aisés pour les capitales, mais la progression du haut débit et de la 3G *via* les réseaux de téléphones mobiles rend désormais possible de se connecter *via* des réseaux rapides depuis l'ensemble des régions.

Et les marges de progression restent immenses : en effet, seulement 13% de la population est connectée ! Il reste encore beaucoup à faire pour généraliser l'utilisation des TIC dans les secteurs clés et encourager les citoyens à adopter des services électroniques. Pour faciliter ces accès à Internet, les gouvernements doivent donc instaurer des cadres juridiques, appuyer le financement des dorsales nationales, stimuler le développement des accès en ligne aux services d'administration publique, favoriser les partenariats publics-privés...

Une connexion parfois insuffisamment performante

Si le nombre d'internautes va croissant, l'Afrique connaît toutefois toujours un retard dans l'accès au haut débit par rapport aux pays occidentaux. Si l'on compare la vitesse de téléchargement entre les pays, on s'aperçoit qu'il existe de véritables gouffres entre les chiffres européens et les autres : le Luxembourg affiche la vitesse la plus rapide du monde avec 119,79 Mbps alors que l'île Maurice, la connexion la plus rapide du continent africain, n'affiche que 11,93 Mbps. Ces vitesses ont été enregistrées par Net Index, mais elles sont très aléatoires : au jour le jour, elles se modulent en fonction de la météo, des incidents techniques...

Toutefois, la situation s'améliore progressivement ; surtout, l'Afrique semble intéresser de plus en plus les opérateurs du Net. Google vient ainsi de décider d'y déployer un réseau Internet. En novembre 2013, l'entreprise américaine a installé un réseau très haut débit en fibre optique à Kampala. Google se positionne ainsi comme un fournisseur d'infrastructures pour les opérateurs. Son objectif : accélérer

le développement d'Internet et l'accès à ses services. La majorité des capacités fournies par Google sont destinées aux réseaux mobiles. Alliance est un autre regroupement qui cherche également à rendre Internet plus accessible et dans lequel on retrouve Google et Facebook notamment. Ce dernier, avec son patron médiatique, Mark Zuckerberg, souhaite faire lui aussi baisser les prix, notamment sur les accès de base *via* les téléphones mobiles.

L'e-commerce, un succès grandissant

Les entrepreneurs des pays les mieux reliés au câblage sous-marin misent désormais sur la Net-économie pour booster leur développement. En Afrique du Sud, le modèle est déjà performant : une étude commanditée

promise à un bel avenir dans les prochaines années. Certains sites rencontrent déjà un réel succès comme Kalahari, Amazon, Alibaba... Au Nigeria par exemple, la vente en ligne compense le relatif manque de magasins de détail, les sites de mode en ligne intéressent tout particulièrement les Africains du Sud, le tourisme en ligne est un secteur en plein développement en Tunisie, au Sénégal ou en Ouganda les paiements en ligne se développent eux aussi progressivement... L'e-commerce prend donc peu à peu ses marques sur le continent africain.

Les réseaux sociaux, un nouveau mode de communication

Le développement du commerce électronique passe aussi par les réseaux sociaux qui sont une formidable manne commer-

ciale : on parle ainsi de f-commerce pour le Facebook Commerce ! Pour la mise en relation du commerce mondial, il est opportun d'utiliser des réseaux déjà structurés et possédant des millions d'internautes abonnés. Cette communication a permis à des projets citoyens de voir le jour, comme Sunu, au Sénégal, qui montre l'influence des réseaux sociaux sur la vie politique. C'est également le moyen d'avoir une action citoyenne et solidaire : les réseaux sociaux ont joué un grand rôle lors de la bousculade du Plateau au Sénégal, pour informer les secours et les habitants. C'est aussi une façon moderne et démocratique de communiquer de façon instantanée : on a ainsi vu un agriculteur au Kenya vendre sa récolte grâce à des SMS ! Car les SMS, utilisés sur les réseaux sociaux, coûtent peu cher : d'ailleurs, liker sur Facebook par sms est très abordable, voire gratuit. Parallèlement à l'utilisation croissante de ces applications, les Etats doivent mettre en œuvre une politique de sécurisation des infrastructures et de protection de la vie privée. Cela implique l'élaboration de cadres réglementaires et législatifs pour assurer cette cybersécurité. Cela ne devrait pas freiner l'engouement du continent africain pour le Net : leurs internautes ont finalement bien plus d'idées pour utiliser ce réseau...

KIMIA MOMBOLI

Un portable solaire pour l'Afrique

Les technologies nouvelles ont toutes en commun d'être très énergivores. Or, le problème est justement de pouvoir recharger les batteries des matériels que l'on utilise. Il existe depuis un certain temps déjà des recharges solaires efficaces : il suffit de se brancher dessus, et l'appareil se recharge. Tout nouveau, l'ordinateur solaire SOL (lancé sur le marché par l'entreprise canadienne Wewi) est révolutionnaire. Cet ordinateur sous Linux comporte des panneaux photovoltaïques intégrés à sa coque ainsi qu'une batterie rechargeable en 2 heures. D'autres concurrents avaient déjà commercialisé des ordinateurs solaires, mais SOL est totalement adapté au continent africain par certaines de ses fonctionnalités et son autonomie est plus grande.



Consommateurs ET concepteurs

L'Occident n'est plus le seul à concevoir des ordinateurs ! L'Afrique est désormais entrée dans la danse et entend bien se faire une place dans le secteur des produits de haute technologie. Way-C est la première tablette tactile à avoir été conçue puis vendue au Congo-Brazzaville. Pour l'heure, fabriquée en Chine en raison de l'absence d'usines adaptées au Congo, cette tablette a été inventée par l'informaticien congolais Véronique Mankou et a été mise sur le marché au prix de 150 000 francs CFA (au moins deux fois moins cher que le dernier iPad). Pour que son coût reste accessible, il a fallu réduire l'écran (seulement 7 pouces) et utiliser un logiciel libre pour le système d'exploitation (une adaptation d'Android).



SHOPPING HIGH-TECH

(suite)

capacité est au moins égale à 500 Go. Enfin, la problématique des performances, et donc le choix du processeur et de la carte graphique, dépend de vos besoins. Sachez toutefois que la puissance est ennemie d'un silence que certains pourront exiger d'un ordinateur de bureau.

Un portable pour remplacer sa télé

Dans ce contexte, il faudra porter son choix sur un ordinateur portable qui a pour vocation première une utilisation multimédia. Les premières conditions à remplir sont les suivantes : un grand écran, 16,4 pouces, voire 17 ou 18,4 pouces, vous assurera un affichage confortable ; une résolution Full HD, soit de 1 920 par 1 080 pixels en 16/9, à même d'afficher les signaux Full HD ; un équipement à la hauteur, avec un lecteur Blu-ray, voire un tuner TNT et une télécommande.

Sachez que les PC multimédias sont souvent accompagnés de carte graphique dédiée : si vous n'avez pas l'âme d'un joueur, n'attachez pas trop d'importance à la puissance de la carte graphique. En revanche, le stockage doit être rapide et d'importance : les configurations comportant deux disques durs de 500 Go fonctionnant à 7 200 tours par minute seront particulièrement bien armées dans le cadre d'enregistrements de vos émissions favorites par exemple. Enfin, si une puce graphique intégrée suffit en théorie pour



un tel usage, préférez tout de même une carte dédiée de chez Nvidia ou AMD. Ce type de composant vous offrira une prise HDMI à quatre cœurs qui vous permettra de relier le portable à un téléviseur.

Un portable pour les jeux

Vous êtes passionnés par les jeux vidéo ? Tout comme les performances de votre machine, les éléments prioritaires sont naturellement le processeur ou les modèles affichant des fréquences élevées ou les CPU à quatre cœurs ; une carte graphique compatible DirectX 10.1 ou 11, équipée d'une quantité importante de mémoire

vidéo (1 Go serait idéal) ; la quantité de mémoire vive (4 Go avec un système d'exploitation en 64 bits paraissent raisonnables). Le disque dur est également un élément prépondérant en termes de performances, et un modèle fonctionnant à 7 200 tours par minute donnera de meilleurs résultats qu'un modèle plus lent. De même, l'installation d'un certain nombre de jeux nécessite un espace de stockage important. Sachez également que cette puissance a une contrepartie : ces portables ne sont pas les plus silencieux, le dégagement de chaleur est important, et ce sont ceux qui disposent de la plus faible autonomie.

Enfin, il convient de se poser la question de la taille de votre ordinateur : si vous le destinez à rester sur votre bureau, n'hésitez pas à opter pour des diagonales importantes qui vous permettront de jouer dans des résolutions supérieures.

Un portable ultra-léger

Dans une optique d'utilisation professionnelle notamment, vous cherchez un ordinateur que vous pourrez avant tout emporter dans tous vos déplacements ? Les trois critères principaux à privilégier tournent autour de la consommation et de l'autonomie : un processeur basse consommation dont la fréquence devra être limitée ; une puce graphique intégrée, moins performante mais aussi moins gourmande qu'une carte dédiée ; une batterie d'une capacité la plus importante possible, proposant 6, voire 9 cellules.

La taille et le poids sont évidemment des critères d'importance. Sur ce point, la diagonale de l'écran ne doit pas dépasser 13 pouces, et le poids doit rester sous les 2 kg. Certains équipements, comme un lecteur d'empreintes digitales ou surtout un emplacement pour carte 3G, seront un plus indéniable. Vérifiez également que les ports USB sont en assez grand nombre et que le touchpad n'est pas trop petit, ce qui arrive parfois sur des PC de cette dimension. Enfin, prenez garde à la quantité de mémoire vive, d'autant que celle-ci est mise en commun avec la solution graphique intégrée.

ROKIA BAFEMBE



ELAIS

POINTE-NOIRE



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4*, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville). A 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires ou vos événements nationaux et internationaux.

Les 191 chambres se partagent entre des pavillons, autour de la piscine, et un immeuble de six niveaux entièrement rénové début 2012.

L'hôtel Elais vous propose en outre : 2 restaurants, un tout nouveau bar, une piscine réaménagée fin 2013, un terrain de tennis, une salle de fitness, des salles de séminaires pouvant accueillir jusque 500 personnes et un grand parking privé et surveillé.



Boulevard Général de Gaulle
BP 790 Pointe Noire – République du Congo
Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84
info.pn@hotelelais.com
www.hotelelais.com

Bolloré
AFRICA LOGISTICS

1^{er}

réseau de logistique en Afrique



BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS EST LE PREMIER RÉSEAU DE LOGISTIQUE ET DE TRANSPORT EN AFRIQUE. Fort de ses 250 filiales réparties dans 43 pays, notre réseau panafricain offre un maillage sans précédent sur le continent. Opérateur portuaire de tout premier plan, Bolloré Africa Logistics est le spécialiste de la gestion des corridors terrestres et des grands projets industriels. Avec nos marques commerciales, nos équipes impliquées sur le terrain, notre professionnalisme, nous répondons à toutes vos demandes partout en Afrique.

Bolloré
AFRICA LOGISTICS

www.bolloré-africa-logistics.com

CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE

www.congo-terminal.net



Parce que vous êtes **exceptionnels.**

Vous êtes un abonné prestigieux, et votre fidélité au réseau MTN compte pour nous. Accédez désormais à un univers de privilèges aussi bien chez MTN que chez nos partenaires*. Bénéficiez de nombreux avantages :



Remise Billet d'avion



Remise Hébergement Hôtel



Remise Frais de Restaurant



Remise Frais Shopping

* Consultez la liste de nos partenaires sur www.mtrcongo.net/mtnprestige ou composez *125# Yes/Ok et suivez les instructions.

MTN **Prestige**

